

OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

**CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES
ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN**

NOTE DE CONJONCTURE

PREMIER SEMESTRE 2018



NOTE DE CONJONCTURE





NOTE DE CONJONCTURE

Une publication semestrielle de
l'Observatoire économique de la
Chambre de Commerce, d'Industrie,
des Mines et de l'Artisanat du
Cameroun

B.P. 4011 Douala
Tél : (237) 233 42 67 87/
(237) 233 42 98 81
Fax : (237) 233 42 55 96
Web : www.ccima.cm

Directeur de Publication

EKEN Christophe

Superviseur

Halidou BELLO

Coordonnateur de la rédaction

YEMENE Samuel

Comité scientifique

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel
Pr BAYE MENJO Francis
Pr ATANGANA ONDOA Henri
Pr FOMBA KAMGA Benjamin
Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier
Dr. EMINI Arnault Christian
M. NKOU Jean Pascal
M. YANGAM Emmanuel
M. OUSMANOU NGAM
M. YEMENE Samuel

Secrétariat Technique

Chef de Secrétariat
KOFFO Pierre

Membres du Secrétariat
NDONLAP Siméone Josée
ARETOUYAP NCHANKOU
EKODO EMBOLO

SOMMAIRE

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	
Erreur ! Signet non défini.	
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	2
RESUME EXECUTIF.....	3
I- METHODOLOGIE.....	5
II- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE.....	7
II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE	8
II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE	11
III- CONJONCTURE NATIONALE	13
III.1. ACTIVITE.....	14
III.2. FINANCES PUBLIQUES.....	17
III.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE	21
III.4. COMMERCE EXTERIEUR.....	30
IV- OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES	34
IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE.....	35
IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES.....	38
IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES.....	40
IV.4. ACTIVITES DES SERVICES.....	42
IV.5. ACTIVITE DANS L'ARTISANAT.....	44

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
APE	: Accords de Partenariat Economique
ASAC	: Association des Sociétés d'Assurances du Cameroun
BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BDEAC	: Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BTA	: Bon du Trésor Assimilable
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CA	: Chiffre d'Affaires
CCA	: Crédit Communautaire d'Afrique
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFC	: Crédit Foncier du Cameroun
CIMA	: Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances
CNC	: Conseil National du Crédit
COBAC	: Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
DGD	: Direction Générale des Douanes
DSX	: Douala Stock Exchange
DSF	: Déclaration Statistique et Fiscale
EMF	: Etablissement de Microfinance
FMI	: Fonds Monétaire International
GE	: Grande Entreprise
HT	: Hors Taxe
IARD	: Incendie – Accidents – Risques Divers
INS	: Institut National de la Statistique
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ME	: Moyenne Entreprise
MINFI	: Ministère des Finances
NBS	: National Bureau of Statistics
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PE	: Petite Entreprise
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PNG	: Position Nette du Gouvernement
S	: Semestre
SAFAMAC	: Société Africaine de Fabrique des Matériaux de Construction
SCE	: Société Camerounaise d'Equiperment
SEMC	: Société des Eaux Minérales de Cameroun
SOCAPALM	: Société Camerounaise de Palmeraies
T	: Trimestre
TIAO	: Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TIPP	: Taux d'Intérêt des Prises en Pensions
TPE	: Très Petite Entreprise
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
USA	: United States of America

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires	18
Graphique 2 : Evolution semestrielle de quelques indicateurs de finances publiques (en % du PIB).....	18
Graphique 3 : Composantes de la masse monétaire (en %)	22
Graphique 4 : Evolution des cours des actions (en francs).....	28
Graphique 5 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT au 1er semestre 2018	35
Graphique 6 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production au 1er semestre 2018...	35
Graphique 7 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution des effectifs employés et de la masse salariale au 1 ^{er} semestre 2018.....	36
Graphique 9 : Charges qui ont affecté la trésorerie des entreprises au premier semestre 2018.....	37
Graphique 10 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises au 1 ^{er} et 2 ^{ème} semestre 2018...	37

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des cours de certaines matières premières agricoles	11
Tableau 2 : Evolution de l'indice des prix à la consommation finale des ménages	15
Tableau 3 : Evolution de l'indice des prix par groupes secondaires des produits.....	15
Tableau 4 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité.....	16
Tableau 5 : Evolution semestrielle des performances budgétaires (en milliards).....	18
Tableau 6: Evolution de la structure des recettes internes (en milliards).....	19
Tableau 7 : Evolution de la structure des dépenses de l'Etat (en milliards).....	19
Tableau 8 : Recettes recouvrées et Dépenses effectives (en milliards de FCFA).....	20
Tableau 9 : Situation monétaire consolidée à fin juin 2018 (en milliards de FCFA).....	23
Tableau 10 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA).....	24
Tableau 11 : Dépôts par nature de la clientèle (en milliards)	24
Tableau 12 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)	24
Tableau 13 : Evolution des crédits (en milliards)	26
Tableau 14 : Evolution des créances brutes en souffrance (en milliards)	26
Tableau 15 : Evolution des crédits par type de clientèle (en milliards)	27
Tableau 16 : Evolution de l'activité dans le secteur des assurances (en milliards)	27
Tableau 17 : Evolution de la capitalisation boursière du marché des actions (en milliards)	28
Tableau 18 : Evolution du volume et valeurs des titres échanges	28
Tableau 19 : Volume et valeur des transactions sur le marché obligataire de la DSX (valeur en millions)	28
Tableau 20 : Principaux résultats du commerce extérieur	30
Tableau 21 : Evolution des principaux produits exportés (Q en Millions de Tonnes et V en milliards de FCFA)	32
Tableau 23 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur leurs activités	40
Tableau 24 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leur activité	42
Tableau 25 : Opinion des chefs d'entreprises de service sur l'évolution de leur activité	43
Tableau 26 : Opinion des chefs d'entreprises de service sur l'évolution de leur activité	45

RESUME EXECUTIF

La croissance mondiale au premier semestre de l'année 2018 a été impactée par les résultats inférieurs aux prévisions de la plupart des pays développés.

Hormis les USA, le Canada et le Japon, les autres pays avancés, de l'Europe notamment, ont connu une activité moins vigoureuse que celle projetée dans les perspectives de fin d'année 2017.

Les pays émergents ont relativement maintenu leur niveau de croissance, tandis que l'activité des pays en développement a suivi l'évolution des cours des matières premières énergétiques.

En Afrique particulièrement, le redressement se poursuit, quoiqu'à un rythme modéré.

Les bons résultats de l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie et de Djibouti ont permis de conforter la reprise de la Zone Afrique du Nord.

Par contre la baisse du PIB de l'Afrique du Sud a fait plonger la performance de l'Afrique australe.

L'Afrique orientale continue d'être la zone la plus performante du continent. Quant à l'Afrique occidentale, la sécheresse a négativement impacté la production, sauf en Côte d'Ivoire.

Le Nigéria n'a pas su tirer avantage de la remontée des cours du brut alors qu'en Afrique centrale, l'activité a su en bénéficier, renforcée en cela par les programmes conclus avec le FMI.

L'inflation mondiale a été plus importante, tirée par le relèvement des prix de l'énergie au premier semestre de 2018, et, dans un contexte d'amplification de tensions commerciales le volume des échanges mondiaux s'est amenuisé.

Sur le plan national, le produit intérieur brut progresse en glissement annuel de 3,8% au premier semestre 2018.

Les déficits des soldes budgétaires, comparés à la même période en 2017, se sont creusés au terme du premier semestre 2018. Par contre, ils se sont réduits au deuxième semestre 2017.

Ces résultats sont le fait d'un niveau des dépenses publiques plus élevé que celui de recouvrement des recettes, pourtant en nette augmentation tant en glissement annuel qu'en glissement semestriel.

La masse monétaire est restée quasi-stable en glissement semestriel (+0,8%), mais s'est accrue de 7% en glissement annuel au cours de la période sous revue.

Par rapport au deuxième semestre de 2017, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 6,3% tandis que les crédits à l'économie ont augmenté de 6,2%.

L'activité bancaire au premier semestre de l'année 2018 a surtout été marquée par la transformation de la Microfinance CCA, en banque (CCA Bank), portant ainsi à 15 le nombre de banques exerçant au Cameroun. Le paysage financier compte en outre, 8 établissements financiers, 411 établissements de microfinance (EMF), 28 compagnies d'assurance et une bourse de valeur mobilière (la DSX)

Subséquemment, en glissement annuel, les dépôts et les crédits ont augmenté autant dans les banques (respectivement 8,7% et 5,1%) que dans les EMF (respectivement 9,3% et 2,8%).

Sur le plan extérieur, l'on note au cours du premier semestre de 2018, une diminution des échanges en glissement semestriel ; mais par

rapport à la même période en 2017, leur volume s'est accru, porté par la hausse des importations (+16,8%), alors que les exportations poursuivent leur chute (-18,3%).

Au final, le déficit de la balance commerciale s'est creusé de 404 milliards en glissement annuel et de 75,2 milliards par rapport au deuxième semestre de 2017. De même, le taux de couverture se détériore aussi bien en glissement annuel (de 21,2 points de pourcentage) que par rapport au deuxième semestre de 2017 (6,3 points).

Ces évolutions sont enregistrées dans un contexte où les cours des matières premières exportées par le Cameroun, à l'exception des cafés (arabica et robusta) et du sucre, se sont bien orientées.

L'évolution des prix a été marquée par une légère hausse (+0,8%). Le renchérissement de certains produits alimentaires importés des pays voisins devenus inaccessibles du fait des différentes crises dans les régions du septentrion, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en est l'une des principales causes.

Dans ce contexte, le moral des chefs d'entreprises n'est pas au beau fixe : plus de la moitié des responsables interrogés pense que l'environnement a davantage été défavorable à la conduite de leurs affaires au premier semestre 2018. Les conditions d'approvisionnement sont jugées difficiles, la Loi de finances de 2018, pas appropriée pour l'initiative privée.

I- METHODOLOGIE

a. Démarche méthodologique

Pour la rédaction de la note de conjoncture, la démarche ci-après a été adoptée :

(i). La revue documentaire a consisté à la recherche des textes, ouvrages et publications des différents organismes nationaux et internationaux qui présentent la conjoncture nationale, sous régionale et internationale

(ii) Un questionnaire a été élaboré par la Direction des Etudes et administré par les Délégations régionales de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun sur un échantillon cible de 301 entreprises.

(iii). Le choix des entreprises enquêtées s'est fait à partir du fichier des entreprises qui remplissent les DSF obtenu auprès de l'INS. Le tirage des entreprises est à choix raisonné selon le secteur d'activité puis le Chiffre d'affaires. On s'assure en outre que l'enquête soit nationale. Trois secteurs caractérisent ce répertoire : le commerce, l'industrie, mines & BTP et les services.

Pour ce qui concerne le cas spécifique de l'artisanat, les délégations ont été invitées à se rapprocher des artisans identifiés présents dans leur territoire de compétence.

b. Période

La présente note de conjoncture couvre la période allant de 01^{er} janvier au 30 juin 2018.

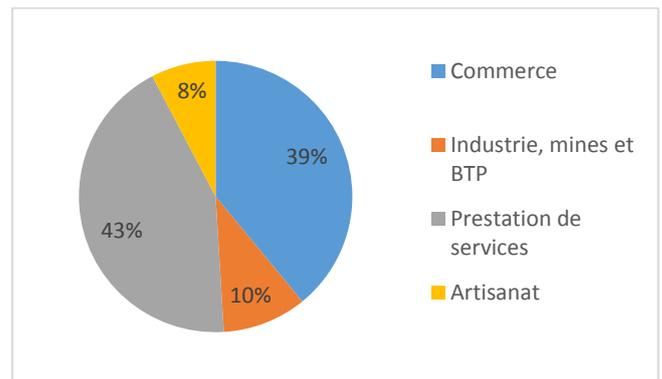
c. Données obtenues

Sur 301 entreprises contactées, 262 ont correctement répondu à l'enquête, soit un taux de réponse de 87%.

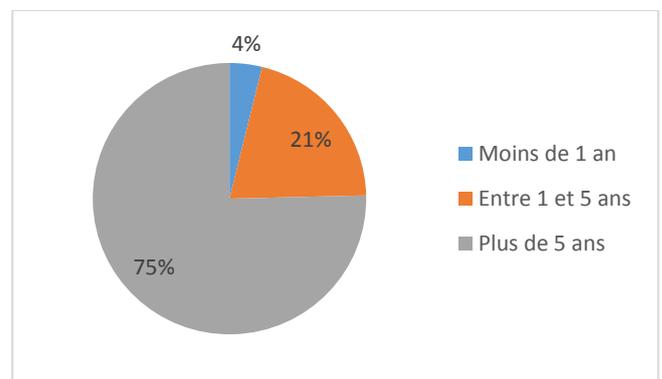
d. Profil des entreprises interrogées

Le profil des entreprises de l'échantillon est illustré dans les quatre graphiques suivants :

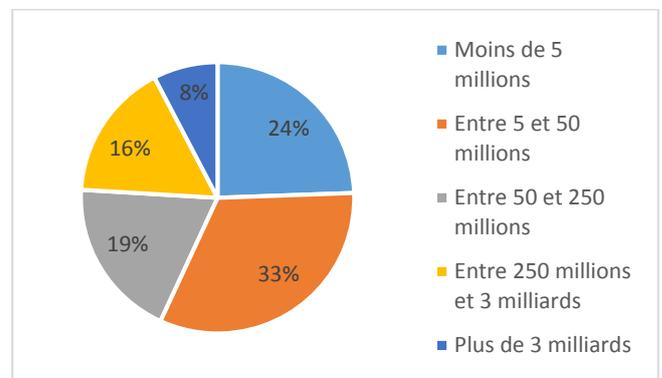
✚ Secteur d'activités



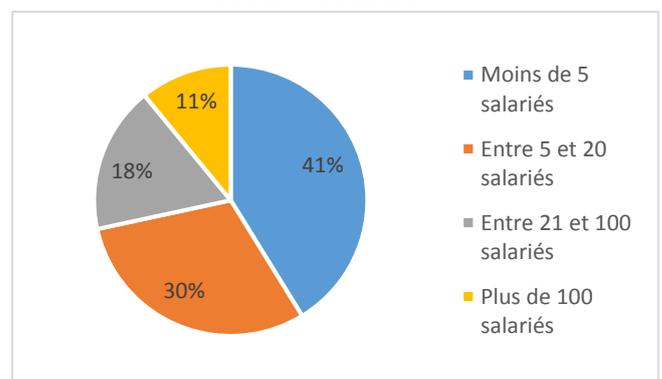
✚ Ancienneté



✚ Chiffre d'affaires



✚ Effectifs salariés



II- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE

II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

En glissement semestriel, l'activité économique mondiale a été moins intense au premier semestre de 2018...

Selon les Perspectives économiques mondiales du FMI, édition d'octobre 2018¹, l'activité économique mondiale au premier semestre de l'année 2018 a été moins intense que prévue, du fait de la perte de vitesse qu'ont connue la grande majorité des économies avancées. En effet, mis à part les USA, le Canada mais aussi le Japon qui ont connu un retournement remarquable au deuxième trimestre 2018, la plupart des pays de la zone euro et le Royaume Uni ont, par exemple, eu des résultats inférieurs aux prévisions, dans un contexte de fléchissement du commerce international et d'accélération de l'inflation globale.

...du fait d'une activité économique en perte de vigueur dans les pays avancés...

Sur la base des résultats trimestriels publiés par Eurostat², l'on constate que, bien que le G20 ait connu une évolution en moyenne semestrielle semblable (0,95%) à celle du semestre précédent, les pays du G7³, pris dans leur ensemble, ont enregistré une croissance moins importante à la fin du premier semestre de 2018 (0,42%, contre 0,55% au deuxième semestre 2017). Ce ralentissement de la croissance pour ce groupe reflète à suffisance

celui de tous les pays qui le forment, hors-mis les Etats-Unis et le Canada.

L'Union Européenne, la Zone Euro où les exportations ont diminué au cours du semestre sous revue, et l'OCDE ont pareillement été moins performants, la plupart des pays qui composent ces zones, ayant connu des taux de croissance inférieurs aux prévisions.

...surtout dans les pays européens du G7...

Dans le détail, en Europe, la croissance de l'Allemagne s'est rétractée à 0,44% au 1^{er} semestre de 2018, après 0,55% en deuxième moitié d'année passée.

De même, en Italie, la croissance en moyenne semestrielle affiche 0,24%, contre 0,34% la période précédente.

En France, la décélération est encore plus forte, la croissance ne s'établissant qu'à 0,2%, après 0,65% au deuxième semestre de 2017, du fait des mouvements sociaux qui ont impacté la consommation de certains biens et services

Même scénario au Royaume Uni où l'activité ne réussit à progresser que de 0,16%, suite au 0,40 point de croissance obtenu au 2^{ème} semestre 2017, imputable à des perturbations climatiques.

¹ FMI, Perspectives Economiques Mondiales, Octobre 2018

² Eurostatistics, DATA FOR SHORT-TERM ECONOMIC ANALYSIS, septembre 2018

³ G7= Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni

...tandis que, hors Europe, l'activité est restée robuste.

Hors Europe, surtout aux Etats-Unis et au Canada, la progression est restée soutenue tout le long de la première moitié de l'année 2018.

Le pays de Donald Trump a continué à créer des richesses à un rythme semestriel moyen de 0,6% (0,67% au S1/2018 après 0,65% au S2/2017) grâce à une relance budgétaire considérable consentie notamment au deuxième trimestre de 2018 et qui influe positivement sur l'activité du secteur privé.

Le Canada a également vu sa croissance s'améliorer au premier semestre de 2018 (0,51%) par rapport au semestre précédent (0,40%).

Au Japon, ce qui marque les esprits, c'est davantage le redémarrage de l'investissement et de la consommation, qui ont fait opérer le redressement spectaculaire observé au deuxième trimestre, avec à la solde une croissance de 0,8% en glissement trimestriel après un premier trimestre de croissance négative.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité a connu une évolution mitigée ...

Si dans les pays avancés, l'on a observé une relative perte de vitesse, la dynamique au premier semestre de 2018 dans les pays émergents et en développement a surtout été influencée par leur appartenance aux groupes

des importateurs ou des exportateurs d'énergie.

De fait, tandis que les pays exportateurs des produits énergétiques ont vu leur activité se raffermir, ceux qui en importent, ont globalement connu une activité modérée.

...la remontée des cours du brut relance la croissance dans les pays producteurs...

Les pays exportateurs de brut d'Afrique subsaharienne et du Moyen Orient ont continué de profiter de l'embellie des cours du carburant au premier semestre de 2018. Selon les perspectives du FMI⁴, leur croissance passerait de ce fait, de 2,2% en 2017, à 2,4% en 2018. L'Arabie saoudite connaîtrait par exemple un bon de croissance remarquable, en passant d'une croissance négative en 2017 (-0,9%) à 2,2%. Dans la même veine, la croissance au Nigéria passerait du simple au double en 2018 (1,8% en 2018, après 0,9% en 2017).

... et le dynamisme de l'activité en Asie...

Portée par l'Inde où la demande a été le catalyseur de l'économie au premier semestre de 2018, la croissance des pays émergents d'Asie resterait au moins la même (6,5%) que celle de l'année passée. En effet, si la croissance en Inde passerait à 7,3% en fin d'année contre 6,7% en 2017, selon les perspectives du FMI, la Chine connaîtrait, de son côté, une croissance à peine inférieure à celle obtenue en 2017, du fait d'un durcissement de la réglementation du secteur immobilier et de l'intermédiation non bancaire.

⁴ FMI, Perspectives Economiques Mondiales, Octobre 2018

...tranche avec le ralentissement en Amérique latine

La relance de l'économie a été moins dynamique que prévue en Amérique latine et aux caraïbes à cause de conditions financières durcies, de la sécheresse vécue en Argentine et de la grève des camionneurs qui a perturbé la production au Brésil. En 2018, le PIB de la zone augmenterait à un rythme annualisé de 1,2% contre 1,3% en 2017.

Les échanges mondiaux ont fléchi sous fond de tensions Commerciales...

Les tensions commerciales entretenues par les USA ont pesé sur la croissance des échanges mondiaux depuis le début de l'année 2018. Le FMI anticipe une baisse du niveau du commerce mondial des biens et des services. Les importations des pays avancés et émergents diminueraient de 0,5 point et de 1 point de pourcentage respectivement entre 2017 et 2018 et les exportations, de 1 point et de 2,2 points respectivement.

...et les prix se sont relevés, soutenus par ceux de l'énergie

Suivant l'évolution des prix de l'énergie, l'inflation globale aurait connu une hausse au cours du premier semestre de 2018. Dans les pays avancés, ce taux devrait passer à 2,2% en 2018 contre 1,7% en 2017, sous l'effet de la hausse des prix des produits de base due, entre autres, à l'affermissement de la demande.

Dans les pays émergents et en développement (hors Venezuela), l'inflation globale devrait connaître une évolution de 4,4% en 2018, en lien avec la hausse des prix

de l'énergie et l'importance des écarts de production.

Les cours des matières premières échangées par le Cameroun se sont presque tous relevés

De toutes les matières premières qui font l'objet d'échanges entre le Cameroun et ses partenaires, seules les cafés (arabica et robusta) et le sucre ont perdu un peu de leur valeur entre le deuxième semestre de 2017 et fin juin 2018. Le reste, a connu une évolution à la hausse de leurs cours.

Les cours du Brent se sont appréciés de 25% au premier semestre de 2018, par rapport au dernier semestre de 2017, suivant une offre mondiale finalement réduite par la demande entraînée par une activité vigoureuse dans l'OCDE, malgré la surproduction américaine.

Les cours du cacao ont augmenté de 18 % dans la période sous revue. Cette évolution est attribuable à la difficulté actuelle à trouver des fèves de qualité dans les principaux bassins producteurs d'Afrique.

Les bois se sont appréciés du fait de la rareté que crée le durcissement de la réglementation camerounaise aux fins de promotion de la transformation locale. En glissement semestriel, les cours du bois en bille ont progressé de 12%, tandis que ceux des bois sciés ont augmenté de 9%.

Quant aux cours du coton, ils ont progressé de 8,0% au premier semestre de 2018 par rapport au semestre précédent, du fait d'une demande forte, notamment dans les pays émergents et particulièrement en Chine.

En revanche, les cours du café robusta et arabica ont continué de reculer. Entre les cours moyens de ces spéculations de juin à décembre 2017, d'une part et de janvier à juin 2018, d'autre

part, l'on constate une décote de 10% et 8% respectivement. Cette évolution est imputable à la hausse de la production malgré une amélioration de la demande.

Tableau 1 : Evolution des cours de certaines matières premières agricoles

Matières premières	Unité	2017		2018		Variation S2_2017/ S1_2018
		T3	T4	T1	T2	
Pétrole brut(Brent)	\$ / bbl	51,7	61,5	67	74,5	25%
Cacao	c / kg	1,99	2,05	2,19	2,57	18%
Café arabica	c / kg	3,28	3,08	3,01	2,87	-8%
Café robusta	\$/kg	2,27	2,04	1,96	1,93	-10%
Huile d'arachide	\$/tm	1470	1378	1434	1450	1%
Huile de palme	\$/tm	687	703	706	682	0%
Maïs	\$ / tm	151,1	148,8	163,7	173,3	12%
Riz brisé 5%	\$ / tm	404,0	400,7	432,3	443	9%
Riz 25%	\$ / tm	389,3	385,3	389,3	385,3	0%
Blé	\$ / tm	184,1	179,8	192,2	215,7	12%
Sorgho	\$/tm	167,4	171,2	182,4	173,0	5%
Banane	\$/kg	0,93	0,92	---	---	
Sucre	\$/kg	0,32	0,32	0,29	0,27	-13%
Billes de bois du Cameroun	\$/m ³	372,7	384,9	430,3	417,5	12%
Bois sciés du Cameroun	\$/m ³	593,4	612,6	666,9	652,3	9%
Coton	\$/kg	1,87	1,91	1,99	2,09	8%
Aluminium	\$/tm	1851	1907	2154	2264	18%
Or non monétaire	\$/toz	1219	1258	1329	1307	6%

Source : PINKSHEET, nos calculs.

II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE

L'économie africaine croît à un rythme inférieur à celui attendu...

L'évolution des économies africaines au premier semestre de l'année 2018 présente un tableau contrasté, suivant que les pays de la

région soient producteurs ou non de matières premières, notamment agricoles et pétrolières, ou suivant que les mesures de réformes et de stabilisation mises sur pied pour sortir des différentes crises qui y sévissent aient un impact positif ou non.

Toutefois, le redressement se poursuit dans la région, quoiqu'à un rythme inférieur aux prévisions. La croissance en Afrique serait ainsi supérieure (+2,7%) à celle que le continent a connue en 2017, mais inférieure de 0.4 point aux prévisions d'avril⁵.

...Reflétant la progression observée en Afrique du Nord

En Afrique du Nord, le mix des deux causes évoquées plus haut conforte la reprise de la majorité des pays de la zone. Selon les perspectives semestrielles de la banque mondiale pour l'Afrique du Nord et le Moyen Orient⁶ la majorité des pays de la zone devrait connaître une croissance plus importante qu'en 2017.

Sur la base des premiers résultats à mi-parcours, l'Algérie passerait à un taux de croissance de 2,5% en 2018 contre 1,6% en 2017, alors que la croissance de la Lybie serait ramenée à 7,2%, contre 26,7% un an plus tôt.

L'Egypte connaîtrait une évolution quasi similaire puisqu'il y est attendu un taux de croissance de 5,3% en 2018, contre 4,2% en 2017.

La Tunisie connaîtrait une légère hausse d'activité en 2018 par rapport à 2017 (+0,4%), tandis que la croissance du Maroc ralentirait à 3,2%, après 4,1% en 2017.

⁵ Banque Mondiale, Africa's pulse, Octobre 2018, volume 18

⁶ Banque Mondiale, Rapport de suivi de la situation économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Octobre 2018

...les difficultés de l'Afrique du Sud

En Afrique australe, les mauvais résultats de l'Afrique du Sud, qui a enchaîné un deuxième trimestre de baisse de son produit intérieur brut, influencent la performance de la zone. Quoique, en glissement semestriel, l'on observe une croissance de 0,6%, le PIB a successivement perdu 2,6% de sa valeur entre le dernier trimestre de 2017 et le premier de 2018, et 0,7%, entre ce dernier et le deuxième trimestre de 2018. Cette contreperformance est principalement due à la mauvaise tenue des secteurs agricoles, suite à la sécheresse qui a traversé le pays, les transports et le commerce⁷.

L'Afrique orientale continuerait d'être la plus performante, si l'on se base sur la croissance observée. Selon l'Institut des comptes agréés en Angleterre et au Pays de Galles, la croissance de la zone afficherait 6,3% en 2018, contre 6,8% en 2017.

Sur la base des indices obtenus à mi-parcours, l'Éthiopie devrait enregistrer un taux de croissance de 7,8% en fin 2018, le Rwanda, 7,1% et la Tanzanie, 6,7%. Le Kenya qui sort de crises post électorales devrait tout de même s'en tirer avec 5,4% après 4,9% en 2017.

En Afrique de l'ouest la production a également baissé dans la majorité des pays, sauf en Côte d'Ivoire.

Les conditions climatiques rudes ont perturbé la production agricole dans la zone, contribuant ainsi, avec la baisse de la demande observée au niveau mondial, à un repli de l'ordre de 12,5% des exportations de l'Union⁸.

La baisse de la production pétrolière au Nigéria et en Angola et la mauvaise performance du secteur agricole ont neutralisé l'effet de la remontée du brut.

En Afrique centrale, fortement dépendante des produits de base, l'espoir renaît suite à la remontée des cours du brut et du fait de la réalisation satisfaisante des programmes économiques paraphés avec le FMI. La zone qui jouit de conditions favorables pourrait cette année renouer avec une croissance plus forte. Selon les estimations de la BEAC⁹ qui vient de réviser à la hausse les prévisions de croissance de la zone, on pourrait s'attendre à une croissance de 2,5% en 2018, contre 1,9% précédemment attendu, après la croissance presque nulle (+0,2%) observée en 2017.

⁷ Statistics South Africa, Gross domestic product, second quarter 2018, Statistical release Po441

⁸ UEMOA, Note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA, 2^{ème} trimestre 2018, N°40

⁹ BEAC, Bulletin Economique et statistique, septembre 2018

III- CONJONCTURE NATIONALE

III.1. ACTIVITE

3.1.1. PRODUCTION

Ralentissement de la croissance ce semestre

Au premier semestre de 2018, le produit intérieur brut a légèrement ralenti (3,8%, contre 3,9% au deuxième semestre 2017).

Cette décélération de la croissance est imputable aux secteurs secondaire (1,1% contre 2,5% au deuxième semestre 2017) et tertiaire (4,7% contre 6%).

Plus précisément, le ralentissement de la croissance provient de l'inflexion de la production dans les branches Industries Agro-alimentaires (1,5% contre 6,2% au deuxième semestre 2017), Electricité (0,7% contre 5%), Eau et assainissement (1% contre 8%), Bâtiments et travaux publics (6% contre 14,5%) et dans la branche Administrations publiques (4,3% contre 16,5% au deuxième semestre 2017).

Par contre, on relève un retournement de conjoncture dans le secteur primaire (+4% contre -1,2% au deuxième semestre 2017).

Cette évolution est attribuable au redressement de la production dans la branche Agriculture industrielle et d'exportation (-9,7% contre -14% au deuxième semestre 2017) et surtout à l'accélération de la croissance dans la branche Sylviculture et exploitation forestière (12,1% contre 2,7% au deuxième semestre 2017).

3.1.2. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DES MENAGES

3.1.2.1 ORIGINES DE L'INFLATION

La hausse des prix, observée au premier semestre de 2018 est soutenue par les prix de denrées alimentaires (+0,9%), des biens et services divers (+1,6%), des boissons alcoolisées et stupéfiants (+1,2%), des articles d'habillement et chaussures (+1%).

La hausse des prix des denrées alimentaires est induite par celle des poissons et fruits de mer (+4,9%), des pains et céréales (4,2%) et d'autres produits tels que : le sucre, les confitures, le miel, les produits de la confiserie (+1,4%)

L'évolution des prix des poissons et fruits de mer sont imputables au renchérissement de 9,1% des prix des poissons congelés (crevettes, maquereau, bar et capitaine) et de 7,1% des prix des poissons frais (bar, carpe et morue)

L'évolution des prix pains et céréales imputables à la hausse de 6,4% de ceux des céréales non transformées, consécutive à la baisse de la production dans les principaux bassins.

La hausse des prix des produits de la confiserie est soutenue par la progression de celui du miel (+2,8%)

Par contre les prix des fruits (-3,7%) ou des légumes, des huiles (-1,1%) et du riz (-1,1%) ont reculé dans la période sous-revue.

Le prix du timbre a augmenté, ce qui a entraîné l'augmentation composite su prix des autres biens.

Tableau 2 : Evolution de l'indice des prix à la consommation finale des ménages

Fonction de consommation	1 ^{er} sem. 2017	2 ^{ème} Sem. 2017	1 ^{er} sem. 2018	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits alimentaires et boissons non alcooliques	110,1	111,8	111,5	0,2	1,3
Produits alimentaires	110,2	111,9	111,6	0,2	1,3
Boissons non alcoolisées	108,8	108,9	109,4	0,5	0,6
Boissons alcoolisées et tabacs	121,7	122,2	122,9	0,5	1,0
Articles d'habillement et chaussures	106,1	106,5	107,6	1,0	1,4
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	114,0	114,7	114,4	0,2	0,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	106,3	106,5	106,9	0,4	0,6
Santé	102	102,1	102,2	0,1	0,2
Transports	120,8	120,8	120,8	0,0	0,1
Communications	90	90,0	90,2	0,2	0,2
Loisirs et culture	103,4	103,8	104,1	0,3	0,7
Enseignement	113,5	114,3	114,7	0,4	1,1
Restaurants et hôtels	119,7	119,6	120,5	0,7	0,6
Biens et services divers	109,6	110,8	111,2	0,3	1,4

Source : INS

3.1.2.2 REPARTITION SPATIALE DE L'INFLATION

Sur le plan spatial l'on note que l'inflation est plus importée que locale. Les prix des biens importés ont progressé de 1,3%, après la progression de 0,4% constatée en 2017.

La persistance des crises aurait sans doute entraîné la rareté et donc, la hausse des prix des produits venant des pays voisins, notamment du Nigéria.

Tableau 3 : Evolution de l'indice des prix par groupes secondaires des produits

Groupe secondaire de produits	2e sem. 2016	1er Sem. 2017	2e sem. 2017	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits locaux	112,3	113,1	112,7	-0,4	0,4
Produits importés	105,3	106,1	107,8	1,0	1,7
Energie	107,9	107,9	108,0	0,1	0,2
Produits pétroliers	107,9	108,2	108,3	0,2	0,4
Produits frais	115,8	118,2	117,7	-0,5	1,6
Hors produits frais et énergie	109,6	110,1	110,3	0,3	0,7
Primaire	114,2	116,4	115,1	-1,1	0,8
Secondaire	104,8	105,1	106,0	0,9	1,2
Tertiaire	113,2	113,4	113,9	0,4	0,6
Durable	106,1	106,3	107,1	0,7	0,9
Non-durable	110	111,4	111,0	-0,3	1
Semi-durable	105,6	106,0	106,8	0,7	1,1
Services	113,3	113,5	114,0	0,4	0,6

Source : INS

Sur le plan local, les prix ont augmenté au premier semestre 2018 dans toutes les principales villes des dix régions

Tableau 4 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches

Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel brut par secteurs d'activités						Variations PIB réel trimestriel brut par secteurs d'activités (T/T-4) (%)						Semestre 1_2018/ Semestre 1_2017 (%)
	(base 100 = 2005) (en milliards FCFA)												
	T1_2017	T2_2017	T3_2017	T4_2017	T1_2018	T2_2018	T1_2017	T2_2017	T3_2017	T4_2017	T1_2018	T2_2018	
Secteur primaire	393,2	570,7	586,6	563,9	404,9	597,2	9,4	9,9	-6,7	4,3	3,0	4,6	4,0
Agriculture des produits vivriers	193,7	317,1	299,9	214,5	202,9	330,8	4,6	5,0	4,9	4,5	4,8	4,3	4,5
Agriculture industrielle et d'exportation	43,2	90,7	125,6	195,2	39,5	81,4	25,0	52,3	-34,0	5,6	-8,6	-10,2	-9,7
Elevage, chasse et pêche	71,9	72,8	73,7	74,6	75,6	76,2	4,1	4,5	4,9	5,1	5,0	4,7	4,8
Sylviculture et exploitation forestière	84,4	90,1	87,4	79,6	86,9	108,7	19,7	2,3	5,6	-0,2	3,0	20,7	12,1
Secteur secondaire	1027,3	1086,4	1044,8	958,0	1040,5	1097,4	-2,8	2,7	6,1	-0,8	1,3	1,0	1,1
Industries Extractives	225,5	224,0	206,2	203,4	195,8	215,2	-20,0	-14,9	-15,0	-14,0	-13,2	-3,9	-8,6
.....dont extraction d'hydrocarbure	222,4	220,4	202,3	200,5	192,5	211,4	-20,2	-15,1	-15,5	-14,1	-13,4	-4,1	-8,8
Industries Agro-alimentaires	261,2	254,3	228,6	242,3	270,3	253,2	4,2	14,1	8,3	4,1	3,5	-0,5	1,6
Autres Industries Manufacturières	277,8	315,2	298,2	278,7	298,5	320,8	1,4	9,7	4,9	6,1	7,5	1,8	4,4
Electricité	27,1	26,2	25,6	28,2	27,2	26,5	8,5	5,1	1,5	8,5	0,5	1,0	0,7
Eau et Assainissement	25,5	26,5	26,8	26,7	27,5	24,9	2,2	6,9	11,1	6,0	7,8	-5,8	0,9
BTP	210,3	240,2	259,5	178,7	221,2	256,7	5,0	2,2	31,2	-2,3	5,2	6,9	6,1
Secteur tertiaire	1941,2	2012,1	2080,4	2215,8	2033,8	2106,8	3,4	1,9	6,0	6,0	4,8	4,7	4,7
Commerce et réparation	590,1	679,8	694,7	663,0	624,5	713,8	4,5	9,3	1,7	3,0	5,8	5,0	5,4
Transports	196,7	227,3	230,4	225,6	207,5	236,5	1,6	9,5	1,6	4,3	5,5	4,1	4,7
Information et communication	92,6	93,0	93,4	91,4	95,0	101,6	4,0	6,2	8,0	4,7	2,5	9,3	5,9
Hôtels et restauration	66,5	66,1	66,0	69,6	69,2	68,1	7,8	5,8	4,8	3,2	4,1	3,0	3,6
Services financiers	107,4	106,5	105,3	106,8	108,7	112,4	10,9	8,5	3,7	1,4	1,3	5,5	3,4
Administrations publiques	461,0	397,6	438,1	599,8	489,1	407,7	1,8	-15,2	19,4	13,8	6,1	2,5	4,4
Autres services marchands	426,9	441,9	452,5	459,5	439,8	466,7	1,8	3,1	4,2	3,4	3,0	5,6	4,3
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	3361,7	3669,2	3711,9	3737,7	3479,2	3801,3	2,1	3,3	3,8	3,9	3,5	3,6	3,5
Impôts et taxes	258,8	286,4	309,5	293,7	273,8	309,0	8,5	11,2	5,3	4,0	5,8	7,9	6,9
PIB	3 620,6	3 955,6	4 021,4	4 031,4	3 752,9	4 110,4	2,5	3,8	3,9	3,9	3,7	3,9	3,8

Source : INS / Les comptes nationaux trimestriels (2^{ème} trimestre 2018)

III.2. FINANCES PUBLIQUES

L'exécution du budget au premier semestre 2018 a été marquée par la conclusion satisfaisante de la deuxième revue du programme économique et financier, avec l'approbation du dossier du Cameroun par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) et l'adoption d'une loi de finances rectificative.

3.2.1- COLLECTIF BUDGETAIRE

Pour prendre en compte les ressources supplémentaires engrangées grâce, notamment, à la hausse du prix du baril de pétrole, l'ordonnance N°2018/002 du 4 juin 2018 portant Loi de Finances Rectificative a été adoptée. Cette ordonnance a fait passer le budget de l'Etat d'un montant initial de 4 513,5 milliards à 4 689,5 milliards.

La révision à la hausse des recettes budgétaires s'appuie sur : i) un accroissement de 82 milliards des recettes pétrolières ; ii) une augmentation de 67 milliards des recettes fiscales ; iii) une révision à la hausse de 40 milliards des émissions des titres publics et iv) une révision à la baisse des appuis budgétaires attendus de 13 milliards.

Cette hausse des ressources budgétaires a permis de prendre en charge le soutien du prix des carburants à la pompe (77 milliards), la subvention de l'électricité (20 milliards), les questions sécuritaires (32 milliards) et l'élection présidentielle (18 milliards).

Une circulaire budgétaire complémentaire a été signée le 8 juin 2018, pour assurer un meilleur suivi des objectifs de consolidation budgétaire. Les mesures prises dans cette circulaire visent à limiter le recours aux procédures dérogatoires et, à améliorer l'enregistrement et la réconciliation des informations de la chaîne des dépenses. Sans être exhaustif, ces mesures portent sur : 1) l'optimisation de la mobilisation des recettes non pétrolières ; 2) l'encadrement

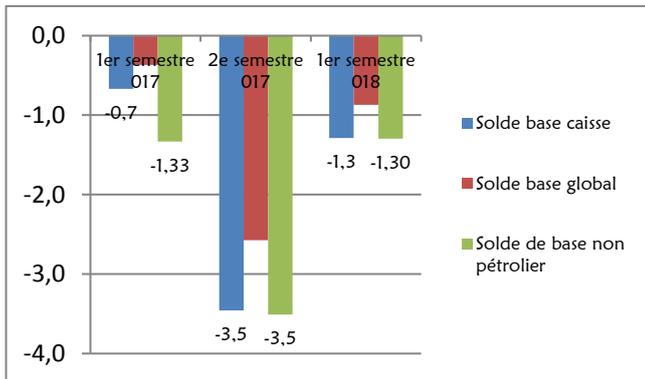
plus rigoureux des subventions accordées par l'Etat aux Etablissements publics ; 3) l'interdiction des avances de trésorerie et l'institution d'un circuit allégé de traitement des dépenses à caractère urgent ; 4) la suppression des caisses d'avances à compter de l'exercice 2019, au profit de la procédure des régies d'avance.

Pour permettre la réalisation de nouvelles prévisions, des mesures ont été prises pour être implémentées au deuxième semestre de l'année. Il s'agit notamment : i) le renforcement du recouvrement des arriérés et du contrôle fiscal ; ii) l'optimisation de la mobilisation des impôts et taxes payés par les administrations publiques ; iii) le renforcement des contrôles douaniers et iv) l'amélioration du recouvrement des droits et taxes de douanes pris en charge par le budget.

3.2.2- RESULTATS BUDGETAIRES

Au terme du premier semestre 2018 et par rapport à la même période en 2017, les déficits des soldes budgétaires se sont creusés. Par contre, ils se sont réduits par rapport au deuxième semestre 2017. Par exemple, en se situant à 1,3% du Produit intérieur brut (PIB) au premier semestre 2018, le déficit du solde budgétaire, base caisse s'est réduit de 2,2 points de pourcentage par rapport au deuxième semestre 2017, mais s'est aggravé de 0,6% du PIB en glissement annuel.

Graphique 1 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires



Source : MINFI

La détérioration des déficits budgétaires par rapport au premier semestre 2017 résulte d'une hausse relativement forte des dépenses publiques (+22,4%), et notamment des dépenses de transferts et pensions (+146,1%) ou du service de la dette publique (+132,6%) par rapport à celle des ressources budgétaires (+14,5%) et particulièrement des recettes internes (+5,7%).

Par rapport au deuxième semestre 2017, la réduction des déficits s'explique par l'effet conjugué d'une hausse des ressources budgétaires (+10,7%) et d'une baisse de 14,2% des dépenses publiques.

Tableau 5 : Evolution semestrielle des performances budgétaires (en milliards)

	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018
Solde base caisse	-135,8	-702,4	-277,6
Solde de base global	-75,0	-523,1	-187,6
Solde de base, non pétrolier	-270,5	-713,5	-279,6

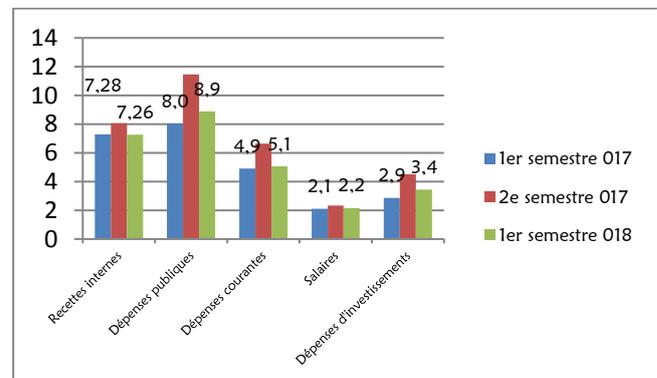
Source : MINFI

Le déficit base caisse de 277,6 milliards, enregistré au premier semestre 2018, a été

essentiellement financé par les tirages d'un montant de 485,9 milliards.

S'agissant des autres indicateurs des finances publiques, on observe qu'en dehors du ratio dépenses d'investissements/PIB, tous sont mal orientés par rapport au premier semestre 2017. Comparé à l'année 2017, le ratio recettes internes sur PIB est quasi-constant au premier semestre (7,26% au premier semestre 2018 contre 7,28% dans la même période de 2017).

Graphique 2 : Evolution semestrielle de quelques indicateurs de finances publiques (en % du PIB)



Source : MINFI

Les emprunts et dons s'élèvent à 623,3 milliards, en hausse aussi par rapport au deuxième semestre 2017 (+85,5%) qu'en glissement annuel (+42,5%).

Les recettes budgétaires internes sont de 1 564,5 milliards, contre 1 480,7 milliards au premier semestre 2017. Elles baissent de 4,7% par rapport au deuxième semestre 2017.

En glissement annuel, la hausse des recettes totales est attribuable aux recettes pétrolières (contribution de 1,3% à la croissance) et surtout aux recettes non pétrolières (contribution de 3,4% à la croissance des recettes internes).

En s'établissant à 220,1 milliards au premier semestre 2018, les recettes pétrolières sont en hausse par rapport au deuxième semestre 2017 (+15,5%) qu'en glissement annuel (+12,6%).

La bonne mobilisation des recettes non pétrolières par rapport au premier semestre 2017 résulte des hausses des recettes des impôts directs, des impôts sur le commerce international et des recettes de TVA conjuguées à la hausse de 40,1% des recettes non fiscales.

La bonne mobilisation des impôts sur le commerce international découlerait du nombre de conteneurs, du passage de 2% à 5% du taux des droits de sortie et de l'entrée en activité du Port autonome de Kribi.

Tableau 6: Evolution de la structure des recettes internes (en milliards)

	1 ^{er} semestre 2017	2 ^e semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018
Recettes internes (a+b)	1 480,7	1 641,1	1 564,5
a- Recettes pétrolières	195,4	190,5	220,1
b- Recettes non pétrolières	1 278,4	1 392,8	1 344,4
Impôts directs	330,4	297,0	347,8
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	62,2	59,9	66,6
Impôts sur le commerce international	177,4	221,5	183,8
Recettes de TVA	480,8	566,9	493,6
Recettes non fiscales	57,6	90,4	80,7

Source : MINFI

A l'exception des emprunts et dons, les poids des autres types de recettes dans les ressources budgétaires totales ont diminué au premier

semestre 2018 comparé à la même période de 2017. Ainsi, le poids des emprunts et dons est passé de 22,9% au premier semestre 2017 à 28,5%. Conséquence, le poids des recettes internes a diminué passant de 77,5% à 71,5%. Le poids des recettes non pétrolières est passé de 66,9% à 61,4% dans la période sous-revue.

Les dépenses publiques s'élèvent à 2 000 milliards au terme du premier semestre 2018. Elles sont en hausse de 22,4% en glissement annuel mais en baisse de 14,2% par rapport au deuxième semestre 2017. La hausse des dépenses publiques en glissement annuel est imputable essentiellement à la hausse de 146,1% des dépenses d'intervention et de 27,5% des dépenses d'investissement. L'évolution des dépenses budgétaires par rapport au deuxième semestre 2017 s'explique par le cycle budgétaire. Les dépenses de capital sont de 741,9 milliards au premier semestre 2018.

Tableau 7 : Evolution de la structure des dépenses de l'Etat (en milliards)

	1 ^{er} semestre 2017	2 ^e semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018
Dépenses publiques	1 633,6	2 332,0	2 000,0
1-Dépenses courantes	997,5	1 347,9	957,0
Salaires	430,0	475,8	456,0
Achat des biens et services	325,9	414,0	305,1
Transferts et subventions	66,0	186,4	162,4
2-Dépenses de capital	582,0	915,0	741,9
Dépenses sur financements extérieurs	284,4	489,0	376,2
Dépenses s/ressources propres	282,6	407,3	345,6

Source : MINFI

Tableau 8 : Recettes recouvrées et Dépenses effectives (en milliards de FCFA)

	1er semestre 2017		2e semestre 2017	1er semestre 2018			Variation	
	LF 2017	Réalisation	Réalisation	LF 2018	Ordonnance	Réalisation	(en %)	
	a		b			c	c/a	c/b
Ressources budgétaires	4 373,8	1 911,3	1 977,1	4 513,5	4689,5	2 187,8	14,5	10,7
Recettes totales	3 143,3	1 480,7	1 641,1	3 175,0	3 324,0	1 564,5	5,7	-4,7
Recettes pétrolières	455,1	195,4	190,5	362,0	444,0	220,1	12,6	15,5
Recettes non pétrolières	2 688,2	1 278,4	1 392,8	2 813,0	2 880,0	1 344,4	5,2	-3,5
Recettes impôts et taxes hors IS/P	1 719,0	884,5	905,9	1 845,0	1 912,0	910,1	2,9	0,5
Impôts/Traitements et salaires	144,8	71,4	79,1	248,0	253,0	80,6	12,9	1,9
Impôt sur les sociétés non pétrolières	355,0	193,0	126,6	360,0	365,0	196,1	1,6	54,9
Recettes de TVA	613,0	330,1	401,5	709,0	766,0	331,5	0,4	-17,4
Taxe s/vente produits pétroliers	128,0	62,2	60,0	132,0	132,0	66,6	7,1	11,0
Droits d'enregistrement et du timbre	94,9	50,2	54,1	123,9	125,8	53,1	5,8	-1,8
Recettes des douanes	800,1	336,2	396,5	800,0	800,0	353,6	5,2	-10,8
Droits de Douanes à l'import	373,1	158,7	202,5	374,9	374,9	159,1	0,3	-21,4
TVA à l'import	388,5	150,6	165,5	382,6	382,6	162,1	7,6	-2,1
Recettes non fiscales	169,1	57,6	90,4	168,0	168,0	80,7	40,1	-10,7
Emprunts et dons	1 230,5	437,5	336,0	1 338,5	1 365,5	623,3	42,5	85,5
Dépenses totales	4 373,8	1 633,6	2 332,0	4 513,5	4 689,5	2 000,0	22,4	-14,2
Dépenses courantes	2 223,7	997,5	1 347,9	2 195,3	2 342,3	957,0	-4,1	29,0
Salaires	890,2	430,0	475,8	969,0	969,0	456,0	6,0	-4,2
Achat des biens et services	667,0	325,9	414,0	790,3	840,3	305,1	-6,4	-26,3
Transferts et pensions	165,0	66,0	186,4	381,0	478,0	162,4	146,1	-12,9
Dépenses d'investissement	1 525,7	582,0	915,0	1 291,1	1 291,1	741,9	27,5	-18,9
Dépenses s/financements extérieurs	525,0	284,4	489,0	596,0	596,0	376,2	32,3	-23,1
Dépenses s/ressources propres	945,7	282,7	407,3	658,1	658,1	345,6	22,2	-15,1
Service de la dette publique	727,5	129,4	270,3	1 027,0	1 056,0	301,0	132,6	11,4
dont dette intérieure	402,9	40,6	88,6	670,0	713,0	130,2	220,7	47,0

Source : MINFI/DP

III.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE

La mise en œuvre du programme économique et financier triennal conclu avec le FMI en juin 2017, se poursuit au premier semestre 2018 et a pour objectif, sur le plan monétaire et financier, de préserver la stabilité monétaire et de renforcer la résilience du secteur financier.

POLITIQUE MONETAIRE

Pour atteindre les objectifs du programme avec le FMI, une politique monétaire restrictive est mise en œuvre depuis 2017. Pour ce faire, la BEAC dispose de deux instruments : la politique de refinancement et la politique des réserves obligatoires.

La politique de refinancement a été réformée en mars 2018. Cette réforme s'est traduite par l'abandon des objectifs nationaux de refinancement au profit du pilotage des taux et la révision des décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie. Les plafonds de refinancement aux Etats et aux banques ont été suspendus et l'encours des avances au Trésor, consolidées dans les engagements de l'Etat.

Par ailleurs, un corridor a été mis en place autour du Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO). Il s'agit, au niveau du plafond, d'une facilité marginale des prêts à un taux de 4,70%, en remplacement du taux d'intérêt des prises en pensions (TIPP) ; et au niveau du plancher, d'une facilité de dépôts à taux zéro, en remplacement du taux d'intérêt sur les placements à 7 jours. Les avances aux Trésors nationaux ont été supprimées.

Le TIAO à 2,95%, le taux de pénalité aux banques à 7%, et le taux de rémunération des réserves obligatoires à 0,05%, n'ont pas varié.

Au terme du premier semestre 2018, l'encours moyen de liquidité injecté dans le système

bancaire est de 42,8 milliards, contre 199,9 milliards dans la même période de 2017. La réduction des injections de liquidité s'explique par la politique monétaire restrictive mise en œuvre au cours de la période. Les engagements de l'Etat, consolidés en regroupant l'encours des avances statutaires au 30 avril 2018 et les intérêts y relatifs, ainsi que les avances exceptionnelles, se chiffrent à 577,4 milliards dont 452 millions au titre des avances exceptionnelles et 576,9 milliards représentant l'encours des avances statutaires et intérêts y relatifs.

Le 21 mars 2018, les coefficients des réserves obligatoires ont été révisés. Le coefficient sur les dépôts à vue a été revu à la hausse, passant de 5,875% à 7%, tandis que celui sur les dépôts à terme a été ramené de 4,625% à 4,5%. Cette mesure vise à décourager les dépôts à vue au profit des dépôts à terme. Au terme du premier semestre 2018, le montant des réserves obligatoires constituées se chiffre à 233,4 milliards, soit 96,4% des réserves obligatoires à constituer, contre 193 milliards un an plus tôt.

3.2. SITUATION MONETAIRE

A fin juin 2018, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 5 238,7 milliards, en hausse de 8,8% en glissement annuel. Par rapport au deuxième semestre 2017 (ou à fin décembre 2017), cette hausse est de 1,5%.

3.2.1. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

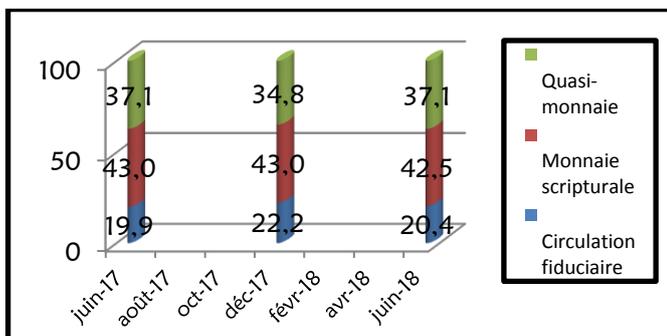
Au premier semestre 2018 (ou à fin juin 2018) et en glissement annuel, la masse monétaire s'est accrue de 7%. Par rapport à fin décembre 2017, la masse monétaire est quasi stable.

Au 30 juin 2018, la masse monétaire M2 se chiffre à 4 441,9 milliards de francs, contre 4 153,2 milliards à fin juin 2017. Elle est quasi-stable (hausse de 0,8%) par rapport à fin décembre 2017.

Par rapport au 30 juin 2017, l'évolution des composantes de la masse monétaire fait apparaître une hausse de 9,1% de la circulation fiduciaire (stock de billets et pièces en circulation). Les dépôts à vue collectés par les établissements de crédit augmentent de 5,8 %. La quasi-monnaie (ou dépôts à terme et des comptes d'épargne) s'accroît de 7,1%.

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale, malgré la diminution de son poids (42,5% contre 43% à fin juin 2017 et au 31 décembre 2017). La circulation fiduciaire passe de 22,2% au 31 décembre 2017 à 20,4%. Par contre, le poids de la quasi-monnaie augmente passant de 34,8% à fin décembre 2017 à 37,1%.

Graphique 3 : Composantes de la masse monétaire (en %)



Source : BEAC

3.2.2. SOURCES DE CREATION MONETAIRE

3.2.2.1. Avoirs extérieurs nets (AEN)

Au premier semestre 2018 et par rapport à fin juin 2017, les avoirs extérieurs nets (AEN) progressent de 11,5% pour s'établir à 1 846,6 milliards. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale (en hausse de 25,5%), attribuable en partie à la remontée des cours du baril du brut et à un meilleur rapatriement des recettes d'exportation.

Le compte d'opérations s'est amélioré de 54,2% pour s'établir à 1625,1 milliards, pour préserver la stabilité monétaire.

Le taux de couverture de la monnaie, qui rapporte les avoirs officiels en devises aux engagements à vue de la Banque centrale, est de 72,2% à fin juin 2018, contre 70,1% au 30 juin 2017.

3.2.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur est de 3 392,1 milliards à fin juin 2018, en hausse de 7,3% en glissement annuel et de 6,2% par rapport au 31 décembre 2017. Cette évolution résulte de la hausse simultanée des crédits à l'économie et des créances nettes sur l'Etat.

3.2.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

En s'établissant à 166,7 milliards à fin juin 2018, les créances nettes progressent de 14,8% par rapport au 31 décembre 2017 et de 33,5% en glissement annuel. La Position Nette du Gouvernement (PNG), composante essentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat, demeure débitrice de 225 milliards, en

hausse aussi bien par rapport à fin décembre 2017 qu'en glissement annuel. Cette évolution s'explique par la progression du crédit FMI.

3.2.2.2. Crédits à l'économie

Au terme du premier semestre 2018, les crédits à l'économie se chiffrent à 3 225,4 milliards et progressent de 5,8% par rapport à fin décembre 2017 et de 6,3% en glissement annuel. Cette évolution s'explique essentiellement par l'augmentation des crédits octroyés aux entreprises publiques non financières. S'agissant de la structure, les crédits à court terme représentent 60,6%, ceux à moyen terme 36,2% et les crédits à long terme 3,2%.

Tableau 9 : Situation monétaire consolidée à fin juin 2018 (en milliards de FCFA)

	Jun.-17	Déc-17	Jun-18	Variations (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Contreparties de la masse monétaire	4 816,6	5 163,8	5 238,7	8,8	1,5
Avoirs Extérieurs Nets	1 656,3	1 970,1	1 846,6	11,5	-6,3
Avoirs extérieurs nets de la BEAC dont :	1 000,0	1 321,9	1 255,2	25,5	-5,0
Compte d'opérations	1 054,2	1 579,6	1 625,1	54,2	2,9
Avoirs en devises	216,2	156,2	55,4	-74,4	-64,5
Avoirs extérieurs nets des BCM	656,4	648,3	591,3	-9,9	-8,8
Crédit intérieur Créances nettes sur l'Etat	3 160,3	3 193,6	3 392,1	7,3	6,2
Position Nette du Gouvernement	124,9	145,2	166,7	33,5	14,8
	216,5	204,3	225,0	3,9	10,1
Crédit à l'économie	3 035,3	3 048,5	3 225,4	6,3	5,8
Crédit au secteur privé non financier	2 815,4	2 834,4	2 864,9	1,8	1,1
Crédit aux entreprises publiques non financières	157,2	146,1	270,3	71,9	85,0
Sources de création monétaire	4 816,6	5 163,8	5 238,7	8,8	1,5
Masse monétaire (M2)	4 153,2	4 407,3	4 441,9	7,0	0,8
Circulation fiduciaire	828,5	977,9	904,0	9,1	-7,6
Monnaie scripturale	1 784,7	1 895,3	1 887,9	5,8	-0,4
Quasi-monnaie	1 540,0	1 534,0	1 649,9	7,1	7,6
Autres postes nets	663,4	756,5	796,8	20,1	5,3

Source : BEAC

3.3. SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER

Le secteur bancaire et financier compte 15 banques, 8 établissements financiers, environ 500 établissements de microfinance (EMF), 28 compagnies d'assurance et une bourse de valeur mobilière (la DSX). La densification des institutions financières, conjuguée au progrès de la finance technologique « Fintech », a contribué à l'amélioration de l'inclusion financière.

3.3.1. SECTEUR BANCAIRE

Le secteur bancaire s'est enrichi d'une nouvelle banque, la CCA-Bank, portant ainsi le nombre de banques à 15.

3.3.1.1. Dépôts de la clientèle

Au terme du premier semestre 2018, les dépôts augmentent de 8,7% en glissement annuel et se chiffrent à 4 118 milliards.

L'accroissement des dépôts est soutenu par ceux de l'administration publique centrale (contribution de 5,96% à la croissance des dépôts) et ceux des particuliers (3,2%). Les dépôts des entreprises privées (contribution de -1,4%) ainsi que ceux des organismes publics (contribution de -1,1%) ont ralenti la croissance des dépôts.

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts collectés au 30 juin 2018, soit 1 631,2 milliards. Cela représente 39,6% du total des dépôts contre 38,7% au 31 décembre 2017. Ils sont suivis par les entreprises privées (20,3%), l'administration publique centrale (12,5%), les entreprises publiques (6%), les organismes publics (4,6%) et les administrations privées (4%).

Tableau 10 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Jun 2017	Déc. 2017	Jun 2018	Variations (%)	Poids en Jun 2018 (%)
	(a)	(b)	(c)	(c/a)	
Administration publique centrale	289,3	473,1	515,3	78,1	12,5
Administration publique locale	19,2	19,2	19,1	0,0	0,5
Organismes publics	228,1	166,1	187,4	-17,8	4,6
Administrations privées	147,8	155	166,2	12,4	4,0
Entreprises publiques	282,7	224,8	246,8	-12,7	6,0
Entreprises privées	887,1	933,4	834,1	-5,9	20,3
Sociétés d'assurance et de capital	118,3	145,6	145,3	22,8	3,5
Entreprises individuelles	100,4	113,8	139,7	39,1	3,4
Particuliers	1 510,4	1 553,0	1 631,2	8,0	39,6
Divers	206,1	228,1	232,6	12,9	5,6
Total	3 789,4	4 012,1	4 118,0	8,7	100

Source: BEAC

Au 30 juin 2018 et en glissement annuel, tous les types de dépôts sont en hausse. La progression des dépôts à terme est la plus forte (+40,1%). Les dépôts à vue représentent 75,5% du total des dépôts contre 7,9% pour les dépôts à régime spécial et 16,6% pour les dépôts à terme.

Tableau 11 : Dépôts par nature de la clientèle (en milliards)

Libellés	Jun-17	Déc.-17	Jun-18	Variations (en %)	Poids en Jun-18 (en %)
	a	b	c	c/a	
Dépôts à régime spécial	292,4	305,1	325,7	11,4	7,9
Dépôts à terme	560,8	595,1	684,1	40,1	16,6
Dépôts à vue	2 936,2	3 111,9	3 108,1	5,9	75,5
TOTAL	3 789,4	4 012,1	4 118,0	8,7	100

Source: BEAC

3.3.1.2. Encours des crédits

Au terme du premier semestre 2018, l'encours des crédits s'élève à 3 383,9 milliards, soit une hausse de 5,1% en glissement annuel. Cette progression est relativement faible (+1,9%) par rapport à fin décembre 2017.

Par rapport au 30 juin 2017, l'évolution des crédits est essentiellement soutenue par ceux octroyés à l'administration publique centrale (+86,4%) et aux entreprises publiques (+61,7%).

Tableau 12 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Jun 2017	Déc. 2017	Jun 2018	Variations (%)	Jun 2018 Poids en (%)
				Jun 2018/Juin.2017	
Administration publique centrale	139,0	267,4	259,1	86,4	7,7
Administration publique locale	4,9	1,4	1,3	-73,5	0,0
Organismes publics	0,8	0,0	11,1	1 287,5	0,3
Administrations privées	33,3	30,2	16,1	-51,7	0,5
Entreprises publiques	165,1	152,4	266,9	61,7	7,9
Entreprises privées	2 232,0	2 233,5	2 237,8	0,3	66,1
Sociétés d'assurance et de capital	4,2	3,2	18,7	345,2	0,6
Entreprises individuelles	126,1	148,1	124,2	-1,5	3,7
Particuliers	496,2	444,6	443,3	-10,7	13,1
Divers	19,5	40,7	5,1	-73,8	0,2
Total	3 221,1	3 321,5	3 383,9	5,1	100

Source: BEAC

Par type de clientèle, 66,1% de l'encours de crédits sont destinés aux entreprises privées, 13,1% aux particuliers, 7,9% aux entreprises publiques et 7,7% à l'Administration publique centrale.

A fin juin 2018, le taux de couverture des crédits par les dépôts de l'ensemble des banques se situe à 121,6%. Les créances brutes en souffrance s'élèvent à 512 milliards, soit 15,1% de l'encours des crédits, tandis que les provisions constituées sont de 375,8 milliards.

Les concours financiers octroyés par les banques se sont orientés vers les branches d'activité suivantes : « Bâtiments et Travaux Publics » (20,7% du total des crédits), « Commerce, restauration et hôtellerie » (17,4%), « Transports et activités auxiliaires de transport » (16,5%),

« Agriculture, élevage et chasse, sylviculture et pêche » (14%), « Production et distribution d'électricité, gaz et eau » (11,7%), « Industries extractives » (11,1%), « productions des services aux collectivités et personnels » (5,5%) et « activités des institutions financières, affaires immobilières et services destinés aux entreprises » (2,7%).

La situation des normes prudentielles dans les 14 banques se présente ainsi qu'il suit à fin juin 2018:

- 11 banques respectent les ratios de solvabilité et de couverture des immobilisations ;
- 11 banques respectent le ratio de liquidité parmi lesquelles 04 sur liquides ;
- 03 banques présentent des fonds propres nets négatifs ;
- 05 banques ne respectent pas le ratio de transformation à long terme.

3.3.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE

A fin juin 2018, 411 établissements de microfinance (EMF) exercent effectivement leurs activités. Cette activité est marquée par : (i) une hausse des dépôts de la clientèle (+ 9,3%) ; (ii) un accroissement de 2,8% des crédits accordés ; (iii) une augmentation du nombre de comptes de la clientèle (+5,8%). Le nombre d'agences des EMF est de 1 772 contre 1 595 un an auparavant dont 45,5% des points de vente en zone rurale. Par ailleurs, le Conseil National de Crédit (CNC) vient d'autoriser l'ouverture de 74 points de ventes pour étendre la couverture géographique. Le nombre de comptes ouverts dans les EMF est de 3 031 096 ; il est au-dessus de ceux ouverts dans les banques commerciales.

3.3.2.1. Evolution des dépôts

Les dépôts collectés par les EMF s'élèvent à 668,2 milliards en 2017, soit une augmentation de 9,3% par rapport à 2016. Les EMF de première et deuxième catégories détiennent respectivement 37,7% et 62,3% des dépôts.

Les dépôts à court terme représentent 86,5% de l'encours des dépôts contre 9,6% pour les dépôts à moyen terme et 3,9% pour les dépôts à long terme.

3.3.2.2. Evolution des crédits

Les crédits octroyés par les EMF s'élèvent à 464,2 milliards en 2017, soit une hausse de 2,8% par rapport à 2016. Les EMF de deuxième catégorie ont octroyé 59,6% de crédits, ceux de la première catégorie 39,6% et la troisième catégorie 0,3%.

Selon la durée, 64,1% des crédits accordés à la clientèle sont à court-terme, 32% à long terme et 3,9% à moyen terme.

Par rapport à fin décembre 2016, la qualité du portefeuille, s'est dégradée. Le taux des créances en souffrance représente 22,7% du total des crédits en 2017 contre 21,5%, un an plus tôt. Par catégorie, ce taux est 28,1% pour la première catégorie, 19,4% pour la deuxième catégorie et 23,4% pour la troisième catégorie.

Le ratio de couverture des risques des EMF de deuxième catégorie s'est dégradé passant de 68,4% en 2016 à 66,5%. Toutefois, les EMF de deuxième catégorie sont les plus rentables, avec des rendements de 11,3% pour les fonds propres et de 18,1% pour le portefeuille/crédit ainsi qu'une autosuffisance opérationnelle de 95,2%.

3.3.3. ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Au 31 décembre 2017, le Cameroun compte 8 établissements financiers. Du fait de l'indisponibilité ou de la fiabilité des données sur trois établissements, l'analyse porte sur cinq établissements financiers : Crédit Foncier du Cameroun (CFC), Alios Finance, Pro-PME, Société Camerounaise d'Équipement (S.C.E) et Africa Leasing Company.

L'activité des établissements financiers est caractérisée par une hausse de 3% du total du bilan. Le bilan consolidé des établissements financiers s'élève à 407,9 milliards, dont 329,2 milliards pour le CFC. Il est suivi par Alios Finance (45,3 milliards), la S.C.E (14,1 milliards), Pro-PME (11,2 milliards) et Africa Leasing Company (8,1 milliards).

3.3.3.1. Evolution des dépôts

Au 31 décembre 2017, les dépôts de la clientèle s'élèvent à 34,3 milliards contre 40,4 milliards à fin décembre 2016. Le Crédit Foncier du Cameroun occupe la première place avec 75% des dépôts collectés suivis par Alios Finance (9,5%), la S.C.E (8,8%), PRO-PME (4,2%) et Africa Leasing Company (1,5%). Les comptes de dépôts à régime spécial s'élèvent à 23,1 milliards et ceux des dépôts à vue sont de 8,3 milliards.

3.3.3.2. Evolution des crédits

Au 31 décembre 2017, les crédits à la clientèle sont passés de 196 milliards à fin décembre 2016 à 198,3 milliards. En termes de parts de marché, le C.F.C occupe la première place avec 86,3% du total des crédits suivi par PRO-PME (4,9%), SCE (4,2%) et Alios- Finance (2,9%).

Tableau 13 : Evolution des crédits (en milliards)

	2016	2017	Variations (en %)	Poids en 2017 (en %)
Crédit Foncier du Cameroun	167,8	171,2	2,0	86,3
Pro-PME	9,7	9,7	0,5	4,9
SCE	6,4	8,3	31,1	4,2
Alios Finance	8,9	5,7	-36,4	2,9
Africa leasing Company	3,1	3,4	8,9	1,7
Total	196,0	198,3	1,2	100

Source : CNC

Selon la durée, les crédits à long terme s'élèvent à 44,2 milliards, ceux à moyen terme sont de 16,4 milliards, et les crédits à court terme se chiffrent à 8,2 milliards.

Les créances brutes en souffrance s'élèvent à 127,7 milliards, soit 64,4% de l'encours des crédits. Le Crédit foncier du Cameroun concentre l'essentiel de ces créances (95,4%).

Toutefois, les créances brutes ont baissé de 1,9 milliard, attribuable essentiellement à la réduction de celles du CFC (-1,8 milliard) et d'Alios Finance (-1,7 milliard).

Tableau 14 : Evolution des créances brutes en souffrance (en milliards)

	2016	2017	Variations (en %)
Crédit foncier du Cameroun	123,7	121,9	-1,5
Pro-PME Financement	2,0	2,8	38,8
Alios Finance	3,3	1,6	-52,8
Africa Leasing Company	1,1	1,2	10,2
S.C.E	0,4	0,3	-22,7
TOTAL	130,6	127,7	-2,2

Source : C.N.C

S'agissant de la répartition des crédits par type de clientèle à fin décembre 2017, les particuliers

sont les premiers bénéficiaires de ces crédits avec 35,6% de l'encours, suivis par l'administration publique centrale (24,9%), les entreprises individuelles (21,5%) et les entreprises privées (15,8%).

Tableau 15 : Evolution des crédits par type de clientèle (en milliards)

	2016	2017	Variations (en %)
Particuliers	68,2	70,5	3,5
Administration Publique centrale	52,5	49,3	-5,9
Entreprises individuelles	0,3	42,7	15 254,3
Entreprise Privées	70,3	31,4	-55,3
Entreprise publique	2,1	2,1	0,1
Divers	2,0	1,5	-24,5
Administrations publiques locales	0,5	0,6	12,3
Organismes publics	0,1	0,1	22,6
Administrations privées	0,1	0,1	-16,5
TOTAL	196,0	198,3	1,2

Source: C.N.C

S'agissant des ratios prudentiels, les fonds propres des établissements financiers s'élèvent à 259,3 milliards à fin décembre 2017. Sur le plan réglementaire, trois établissements financiers sur les cinq suivis se conforment entièrement aux normes prudentielles exigées par la COBAC.

3.3.4. ASSURANCES

A fin 2017, le marché des assurances est animé au Cameroun par 28 compagnies, dont 17 dans la branche "Incendie-Accidents-Risques divers " (IARD) et 11 dans la branche "Vie et capitalisation".

Le chiffre d'affaires est en hausse de 1,6% par rapport à 2016. La branche "IARD" représente 69,7% du marché et la branche "Vie et capitalisation", 30,3%. Le montant des sinistres

payés s'élève à 58,3 milliards et les produits financiers se chiffrent à 9,8 milliards.

Tableau 16 : Evolution de l'activité dans le secteur des assurances (en milliards)

Branches	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Variations (en %) 2017/2016
"IARD"				
Chiffre d'affaires	130,5	130,7	131,2	0,4
Sinistres payés	57,2	54,8	58,3	6,4
Arriérés de primes	14,6	18,4	10,5	-42,9
Produits financiers	4,3	5,5	5	-9,1
Autres charges nettes	32,6	33,8	38,9	15,1
"Vie et capitalisation"				
Chiffres d'affaires	51,5	54,3	56,9	4,8
Charge des prestations	37,4	39,5	37,2	-5,8
Arriérés de primes	2,7	3,3	3,4	3,0
Produits financiers	4,3	4,4	4,8	9,1
Autres charges nettes	8,9	9,9	10,2	3,0

Sources: CIMA, ASAC

En 2017, le chiffre d'affaires de la branche « Vie et Capitalisation » se situe à 56,9 milliards, en augmentation de 4,8 % par rapport à fin décembre 2016. Les charges des prestations ont diminué de 2,3 milliards et se chiffrent à 37,2 milliards tandis que les autres charges nettes ont augmenté de 300 millions et s'établissent à 10,2 milliards.

3.3.5. MARCHE FINANCIER

A fin décembre 2017, la capitalisation boursière de la Douala Stock Exchange (DSX) se chiffre à 418,9 milliards en hausse de 27,2% par rapport à l'année 2016. Elle se décompose en 145,5 milliards pour le marché des actions et 273,4 milliards pour le marché obligataire.

A fin juin 2018, huit titres sont inscrits à la cote officielle dont 3 actions et 5 obligations, contre 9 en décembre 2017, du fait de la radiation du titre « BDEAC.5, 5% net. 2012-2017 ».

3.3.5.1. Marché des actions

A fin décembre 2017, la capitalisation boursière du marché des actions baisse de 2% en glissement annuel, en lien avec la contre-performance des valeurs SEMC et SAFACAM qui baissent respectivement de 1,6% et 14,7%.

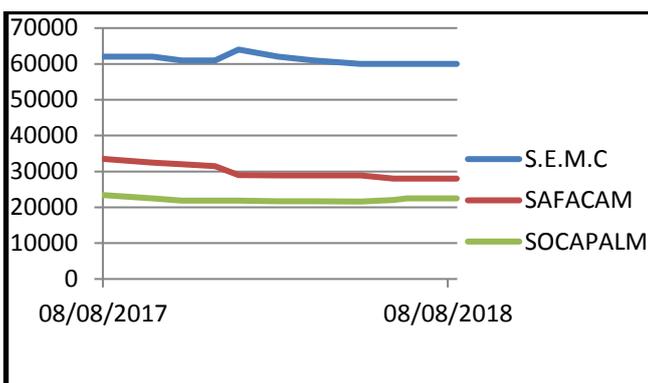
Tableau 17 : Evolution de la capitalisation boursière du marché des actions (en milliards)

	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Variations (en %)
SEMC	12,2	12,5	12,3	-1,6
SAFACAM	53,4	42,2	36	-14,7
SOCAPALM	100,6	93,8	97,2	3,6
Capitalisation	166,2	148,5	145,5	-2,0

Source: D.S.X

Le nombre total des titres échangés en 2017 s'élève à 9 300 actions pour un chiffre d'affaires de 234,4 millions. Par rapport à l'année 2016, le nombre de titres échangés a diminué de 13,8% tandis que les valeurs échangées ont chuté de 22,7%.

Graphique 4 : Evolution des cours des actions (en francs)



Source : DSX

L'action SOCAPALM est sur un trend haussier depuis le début de l'année 2018 reste le titre le plus actif avec 72,5% du volume des échanges.

Tableau 18 : Evolution du volume et valeurs des titres échanges

Emetteurs	Volume des transactions (nombre)			Valeur des transactions (en milliards)		
	2016	2017	Variations (en %)	2016	2017	Variations (en %)
SEMC	1 152	168	-85,4	73,7	10,7	-85,4
SAFACAM	1 623	2 382	46,8	59,8	78,2	30,8
SOCAPALM	8 019	6 750	-15,8	169,8	145,4	-14,3
TOTAL	10 794	9 300	-13,8	303,3	234,4	-22,7

Source: D.S.X

3.3.5.2. Marché obligataire

La capitalisation du marché obligataire de la D.S.X progresse de 51,2% par rapport à 2016 et se chiffre à 273,4 milliards. Cette évolution est attribuable à l'entrée en bourse du titre "ECMR 5,50% .net 2014-2019".

Tableau 19 : Volume et valeur des transactions sur le marché obligataire de la DSX (valeur en millions)

Emetteurs	Volume des transactions			Valeur des transactions		
	2016	2017	Variations (en %)	2016	2017	Variations (en %)
"ECMR 5,9% net 2013-2018	26 400	1 426	-94,6	197,9	7,3	-96,3
Etat du Tchad % 2013-2018 »	264 118	0	-100	1 584,7	0	-100,0
"FAGACE 5,25% 2014-2019"	266	0	-91,7	1,9	0	-100,0
"ECMR 5,5% 2014-2019"	174 552	14 443	-	1 745,4	110,3	-93,6
"ECMR 5,5% 2016-2021"	0	204 960	-52,5	0	2 103,6	NC
Total	465 336	220 829	-52,5	3 530,1	2 221,3	-37,0

Source: D.S.X, NC: non calculé

La valeur la plus échangée dans ce compartiment est l'obligation souveraine "ECMR 5,50% .net

2014-2019" avec un volume de 2 103 680 114, soit 94,7% des échanges.

La valeur "BDEAC 5,5% net 2010-2017 " est sortie de la cote officielle suite à sa radiation après amortissement de la totalité de l'emprunt le 30 décembre 2017).

3.3.5.3. Operations sur titres publics

A fin décembre 2017, l'encours des titres publics est de 795,4 milliards dont 85 milliards pour le marché des adjudications, 260 milliards pour le marché de la syndication, et 450,35 milliards pour l'Eurobond 2015-2025.

Au cours des sept premiers mois de l'année 2018, le Trésor Public a émis les BTA sur le marché monétaire de la BEAC pour un montant total de 150 milliards.

Par conséquent, l'encours au 31 juillet 2018 s'établit à 836,5 milliards dont 126 milliards pour le marché des adjudications. Par ailleurs, l'Etat camerounais envisage de lancer, au mois de septembre 2018, un nouvel emprunt obligataire de 150 milliards.

III.4. COMMERCE EXTERIEUR

La croissance du commerce mondial des marchandises devrait rester forte (+4,4%) en 2018. Les tensions commerciales croissantes observées au premier semestre 2018 pourraient compromettre la reprise du commerce mondial. Toutefois, il y a lieu de relever, pour s'en réjouir, la signature le 21 mars 2018 par 44 pays africains de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), qui vise à créer un marché unique des biens et des services sur le continent africain. L'entrée en vigueur de cet Accord devrait permettre de réduire les coûts du commerce intra régional, ce qui encouragerait la création de chaînes de valeur régionales et la diversification des produits d'exportation.

Au terme du premier semestre 2018, la valeur des échanges commerciaux du Cameroun avec ses partenaires, en s'élevant à 2 373,5 milliards, augmente de 3,5% en glissement annuel. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des importations. Les échanges hors pétrole brut y ont contribué à hauteur de 4,1 points. Par rapport au deuxième semestre 2017, les échanges ont diminué de 7,4%.

4.1. BALANCE COMMERCIALE : CREUSEMENT DES DEFICITS

En s'établissant à 784,3 milliards au premier semestre 2018, le déficit commercial se détériore de 404 milliards en glissement annuel et de 75,2 milliards par rapport au deuxième semestre 2017.

Par rapport au premier semestre 2017, l'évolution de la balance commerciale résulte

d'une réduction de 254,7 milliards de l'excédent de la balance-pétrole brut conjuguée à l'aggravation de 149,3 milliards du déficit de la balance hors pétrole. Par rapport au 2ème semestre 2017, le creusement du déficit s'explique essentiellement par la réduction de l'excédent de la balance-pétrole brut.

Le taux de couverture se détériore aussi bien en glissement annuel (de 21,2 points de pourcentage) que par rapport au 2ème semestre 2017 (de 6,3 points de pourcentage). C'est la même tendance que l'on observe dans l'évolution du taux de couverture hors pétrole.

Tableau 20 : Principaux résultats du commerce extérieur

	\$1 2017	\$2 2017	\$1 2018	Variations	
	a	b	c	c/b	c/a
Exportations	954,8	927,1	794,6	-14,3%	-16,8%
dont hors Pétrole brut	558,1	579,4	532,0	-8,2%	-4,7%
Importations	1 335,2	1 636,2	1 578,9	-3,5%	18,3%
dont hors Pétrole brut	1 316,6	1 526	1 439,8	-5,7%	9,4%
Balance commerciale	-380,4	-709,1	-784,3	-75,2	-404,0
dont hors Pétrole	-758,5	-947,0	-907,8	39,2	-149,3
Taux de couverture (en %)	71,5	56,7	50,3	-6,3	-21,2
dont hors pétrole (en %)	42,4	38,0	37,0	-1,0	-5,4

Sources : MINFI/DGD-DP

4.2. EXPORTATIONS : MAUVAISE CONJONCTURE AU PREMIER SEMESTRE 2018

Au premier semestre 2018 et par rapport au semestre précédent, les exportations ont diminué de 14,3% pour se situer à 794,6 milliards. Cette mauvaise conjoncture est imputable à la baisse de 24,5% des exportations de pétrole brut conjuguée et d'une diminution de 8,2% des exportations hors pétrole. Le recul des exportations hors pétrole s'explique par les ventes de cacao en fèves (-27%), des carburants et lubrifiants (-66,3%) et de bananes fraîches (-9,9%).

Toutefois, les exportations des biens suivants se sont bien orientées : coton brut (+167,4% en quantité et +192,8% en valeur) ; cafés (hausse de 6,6% en quantité et 2,5% en valeur) ; produits de beauté (+9% en quantité et en valeur) ; bois et ouvrages en bois (+25,5% en quantité et +10,8% en valeur).

En glissement annuel, les exportations ont chuté de 16,8%, imputable aux ventes de pétrole brut (-33,8%) et de plusieurs autres principaux produits dont le cacao brut en fèves (-13,4%).

Sur les deux périodes, la conjoncture a été particulièrement défavorable (baisse en valeur) pour l'aluminium brut, l'huile de palme, la banane, la pâte de cacao, le beurre de cacao, le ciment et les sucreries sans cacao. Par contre, on relève une bonne tenue des ventes des bois bruts, des feuilles de placage en bois, des bois et contreplaqués, des boîtes et cartons en papier, des produits de beauté, des bonbonnes, bouteilles et flacons, des barres en fer ou en acier, des boissons gazeuses et des engrais.

Les principaux produits exportés au premier semestre 2018 sont : les huiles brutes de pétrole

(33% des exportations totales) ; le cacao brut en fèves (11,7%) ; les bois sciés (9,7%) ; le coton brut (9,4%) ; les bois en grume (8,5%) ; l'aluminium brut (3,1%) ; les carburants et lubrifiants (2,2%) ; les bananes (1,97%) ; les savons de ménages en morceaux (1,84%) et le caoutchouc naturel (1,76%).

4.3. IMPORTATIONS : EVOLUTION CONSTATEE

Au premier semestre 2018, les importations s'établissent à 1 578,9 milliards, soit une hausse de 18,3% par rapport au premier semestre 2017. En dehors des machines et appareils mécaniques ou électriques (baisse de 17,3% en valeur) et dans une moindre mesure les ouvrages en pierre, ciment et verre (-12,3%), on relève la hausse des achats dans la plupart des groupes de produits. Hors pétrole, les importations augmentent de 9,4% dans la période sous-revue.

Par rapport au deuxième semestre 2017, les importations ont baissé de 3,5%. Cette évolution résulte d'une hausse de 26,6% des achats de pétrole brut et une baisse de 5,7% des importations hors pétrole.

Les principaux produits importés au premier semestre 2018 sont les suivants : les produits minéraux (23,6% de l'ensemble des importations en valeur dont 20,2% pour les hydrocarbures) ; les produits des industries chimiques (14,3%) ; les machines et appareils mécaniques ou électriques (13,5% dont 8,7% pour les machines et appareils mécaniques) ; les produits du règne végétal (9,9% dont 8,4% pour les céréales) ; les métaux communs et leurs ouvrages (7,2%).

Tableau 21 : Evolution des principaux produits exportés (Q en Millions de Tonnes et V en milliards de FCFA)

Libellés	Période		2 ^{eme} Sem 2017		1 ^{er} Sem 2018		Variation (en %)			
	1 ^{er} Sem 2017		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
	a		b		c		c/a		c/b	
Bananes, plantains	144,2	19,0	131,6	17,4	118,6	15,7	-9,8	-9,9	-17,7	-17,6
Café	19,5	14,2	9,1	9,7	9,8	9,9	6,6	2,5	-50,0	-30,1
<i>dont café robusta</i>	18,6	12,8	8,2	8,2	9,4	9,4	15,0	14,3	-49,6	-26,9
Huile de palme	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	-8,4	-0,5	-18,5	-6,5
Sucreries sans cacao	1,4	2,1	1,5	2,2	1,4	2,1	-8,2	-7,2	-0,5	-0,3
Cacao brut en fèves	108,7	107,1	113,0	127,0	97,4	92,7	-13,8	27,0	-10,4	-13,4
Pâte de cacao	11,5	21,7	12,0	19,4	1,4	2,3	88,2	-88,1	-87,7	-89,4
Beurre de cacao	7,2	14,6	7,8	11,8	1,0	1,4	87,8	-88,1	-86,8	-90,4
Chocolats et autres préparations à base de cacao	1,9	4,0	1,7	3,4	1,8	3,6	5,1	4,4	-6,1	-10,3
Préparations pour soupes et potages	1,3	2,2	2,2	3,2	1,5	2,3	-31,3	29,8	13,3	4,0
Boissons gazeuses	1,0	0,3	1,1	0,3	1,3	0,3	18,5	8,0	31,8	29,4
Liqueurs	1,6	1,1	3,4	2,3	1,9	1,3	45,2	43,8	20,5	20,1
Ciments	31,0	2,7	26,4	2,6	0,2	0,0	99,3	99,3	-99,4	-99,4
Huiles brutes de pétrole	813,0	396,8	675,1	347,7	963,4	262,6	42,5	24,5	-46,9	-33,8
Carburants et lubrifiants	56,5	13,4	187,6	50,7	61,0	17,1	67,5	66,3	8,1	27,7
Engrais	0,1	0,0	1,8	0,4	20,2	3,7	1	9	9	,1
Produits de beauté ou de maquillage	0,7	1,4	0,8	1,6	0,9	1,8	9,0	9,0	37,0	25,0
Savons de ménage en morceaux	30,3	15,5	28,3	14,6	28,8	14,6	1,7	-0,4	-4,9	-6,1
Caoutchouc brut	18,8	20,9	23,6	18,4	18,7	14,0	20,9	24,0	-0,4	-33,1
Bois et ouvrages en bois	782,4	150,5	725,5	142,7	910,2	158,1	25,5	10,8	16,3	5,1
<i>Bois brut (grumes)</i>	537,1	58,9	480,9	54,8	0,6	67,3	99,9	22,6	-99,9	14,1
<i>Bois sciés</i>	323,8	77,7	317,4	74,1	0,4	76,8	99,9	3,7	-99,9	-1,1
Feuilles de placage en bois	16,2	10,7	18,9	11,1	21,6	11,8	14,5	6,4	33,4	10,3
Bois contre-plaqués, bois plaqués	0,9	0,5	1,2	0,8	1,7	0,8	43,2	6,9	76,4	52,4
Boîtes et cartons en papier	0,3	0,3	5,1	3,2	5,4	3,5	4,3	7,5	1721,7	1166,0
Coton brut	75,1	69,7	26,8	25,6	70,9	75,1	164,7	192,8	-5,7	7,7
Bonbonnes, bouteilles et flacons	9,9	3,8	10,0	3,8	13,6	5,2	36,4	36,3	37,9	36,7
Barres en fer ou en aciers non alliés	9,8	3,5	9,2	3,3	11,0	4,3	18,9	29,7	11,9	24,0
Aluminium brut	36,6	36,4	41,0	39,0	24,6	24,5	40,2	-37,1	-32,8	-32,8
Tôles en aluminium	0,9	1,5	1,1	1,8	0,9	1,4	-17,6	20,6	-2,6	-7,0
Exportations hors pétrole		558,1		579,4		532,0		-8,2		-4,7
Total Exportations		954,8		927,1		794,6		-14,3		-16,8

Sources : MINFI/DGD-DP

Tableau 22 : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	1 ^{er} Sem 2017		2 ^e Sem 2017		1 ^{er} Sem 2018		Variation (en %)			
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés	a		b		c		c/a		c/b	
Animaux et produits du règne animal	99,2	64,9	101,8	80,7	112,0	85,4	10,1	5,9	12,9	31,6
Poissons de mer congelés	90,1	50,9	91,6	63,4	99,8	64,5	8,9	1,6	10,8	26,7
Produits du règne végétal	669,9	139,5	946,1	206,2	756,1	156,5	-20,1	-24,1	12,9	12,2
dont Céréales	602,8	117,2	872,2	182,0	681,3	132,9	-21,9	-27,0	13,0	13,4
Froment (blé) et méteil	339,0	51,7	342,8	52,0	385,6	57,9	12,5	11,4	13,7	12,1
Riz	242,5	59,7	485,9	124,0	277,8	71,3	-42,8	-42,5	14,6	19,3
Graisses et huiles animales ou végétales	25,5	16,9	46,7	22,5	33,9	16,7	-27,4	-25,9	32,8	-1,3
dont Huiles brutes ou raffinées	17,7	12,4	40,3	19,1	27,4	13,2	-32,0	-30,6	54,7	6,5
Produits alimentaires industriels	132,5	75,3	188,9	95,2	131,5	76,9	-30,3	-19,2	-0,7	2,2
Sucres raffinés de canne ou de betterave	37,4	13,2	73,5	22,3	44,2	14,2	-39,9	-36,5	17,9	7,8
Préparations alimentaires pour enfants	11,7	10,5	9,8	12,3	11,1	9,2	12,8	-24,9	-5,5	-12,1
Boissons; liquides alcooliques	23,3	15,9	27,6	18,0	24,8	14,7	-10,2	-18,7	6,6	-7,8
Produits minéraux	1 533,0	206,4	2 136,9	325,8	2 117,2	373,1	-0,9	14,5	38,1	80,8
Clinkers	832,2	36,9	1 038,6	44,0	1 026,9	41,9	-1,1	-4,8	23,4	13,6
Huiles brutes de pétrole	69,0	18,6	446,4	109,9	435,7	139,1	-2,4	26,6	531,8	647,3
Carburants et lubrifiants	316,3	110,7	410,6	141,3	298,3	127,9	-27,3	-9,5	-5,7	15,6
Produits des industries chimiques	266,5	181,2	252,4	184,0	341,5	225,2	35,3	22,4	28,1	24,3
Oxyde d'aluminium	74,9	16,9	76,7	16,7	89,5	25,9	16,7	54,9	19,5	53,2
Produits pharmaceutiques	5,7	58,3	8,7	73,3	8,8	67,4	1,7	-8,1	53,9	15,6
Engrais	110,2	19,6	69,8	12,6	140,7	25,2	101,5	99,6	27,7	28,5
Matières plastiques et caoutchouc	58,0	62,5	69,4	76,3	67,2	71,4	-3,1	-6,5	15,8	14,2
Matières plastiques	46,1	43,1	54,1	54,5	52,0	49,6	-3,8	-9,0	13,0	14,9
Pneumatiques neufs	7,8	12,7	10,1	15,6	10,3	15,3	1,1	-2,2	31,0	20,5
Pâte de bois; papiers et ses applications	43,3	28,8	49,0	34,8	32,6	24,9	-33,5	-28,4	-24,8	-13,4
dont Papiers et cartons	41,6	24,0	46,6	28,4	31,0	21,0	-33,5	-26,0	-25,5	-12,4
Matières textiles et leurs ouvrages	50,2	36,9	67,3	48,5	59,2	44,2	-12,0	-9,0	18,0	19,6
Autres articles textiles confectionnés	37,0	22,7	50,7	31,5	42,9	27,3	-15,2	-13,4	16,0	20,2
Friperie	31,8	16,3	44,7	24,3	37,4	20,1	-16,3	-17,3	17,6	23,6
Chaussures, coiffures, parapluies...	5,5	5,2	7,3	7,9	6,5	6,5	-10,1	-18,2	17,7	24,6
Chaussures et leurs parties	5,0	4,5	6,3	7,1	5,7	5,6	-9,8	-20,8	13,9	26,1
Ouvrages en pierre, ciment et verre	134,4	28,6	153,0	32,7	112,8	24,9	-26,3	-23,8	-16,1	-12,9
dont Produits céramiques	113,3	22,2	124,9	24,7	88,5	18,2	-29,1	-26,5	-21,9	-18,2
Métaux communs et leurs ouvrages...	129,5	95,0	141,1	124,5	153,8	112,9	9,0	-9,3	18,8	18,9
Ouvrages en fonte, fer et acier	21,0	28,8	32,9	52,5	36,8	39,5	11,9	-24,7	75,8	37,3
Aluminium et ouvrages en aluminium	3,9	7,3	5,8	10,1	4,6	6,9	-19,5	-31,5	17,9	-5,4
Machines et appareils. mécaniques ou électriques	55,9	257,8	62,5	231,9	58,4	213,1	-6,7	-8,1	4,5	-17,3
Machines et appareils mécaniques	34,5	135,9	40,2	151,2	37,2	136,7	-7,4	-9,6	7,8	0,6
Machines et appareils électriques	21,3	121,8	22,3	80,7	21,1	76,4	-5,4	-5,3	-0,9	-37,3
Matériel de transport	57,5	102,7	98,9	117,8	63,9	109,0	-35,4	-7,5	11,1	6,1
Véhicules automobiles; tracteurs	55,7	99,3	56,0	101,9	50,7	93,3	-9,5	-8,5	-9,1	-6,1
Importations hors pétrole brut		1 316,6		1 526,4		1 439,8		-5,7		9,4
Total Importations		1 335,2		1 636,2		1 578,9		-3,5		18,3

Sources : MINFI/DGD-DP

IV- OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES

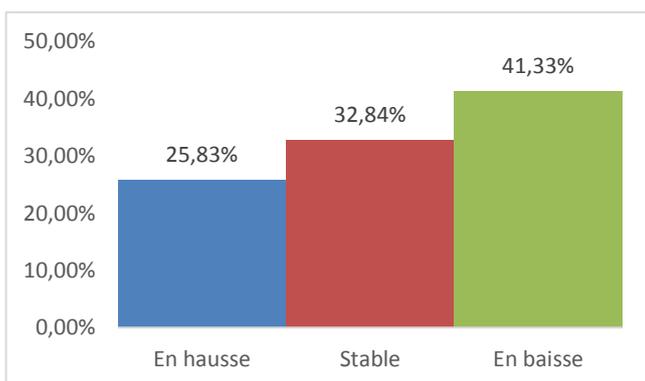
IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE

Les résultats présentés ici sont issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la CCIMA au cours du mois de novembre 2018 auprès de 262 entreprises camerounaises.

Conjoncture défavorable mais dynamisme dans l'embauche

Le solde d'opinion sur la baisse du chiffre d'affaires est de 15,5% au premier semestre 2018. Cette baisse d'activité reflète celle des commandes, qui ont reculé pour 27,9% des chefs d'entreprises. Bien plus, le niveau de commande a été inférieur à la normale, avec un solde d'opinion de 36,3%. Toutefois, pour les 8,9% des chefs d'entreprises exportatrices, le chiffre d'affaires à l'export s'est bien comporté, avec un solde d'opinion de 10,7%. Ces entreprises exportent surtout vers l'Afrique francophone et l'Europe (30% des répondants) mais aussi vers l'Amérique (22%) et l'Asie (selon 15% des chefs d'entreprises exportatrices).

Graphique 5 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT au 1er semestre 2018

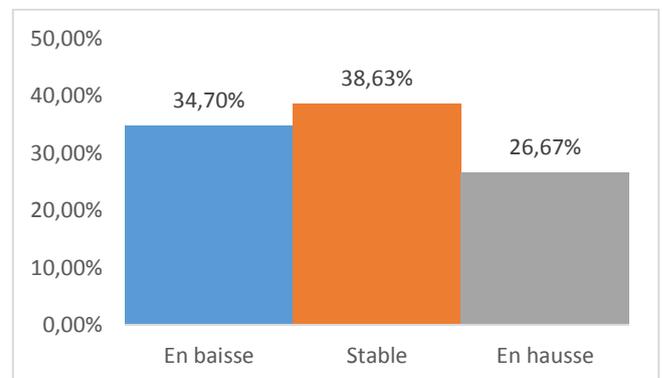


Source : Enquête auprès des entreprises /CCIMA

La production a baissé au premier semestre 2018, avec un solde d'opinion de 8%. Les coûts de production sont restés relativement

stables pour 55,9% des enquêtés. Cette évolution contraste avec l'évolution des différents coûts. Dans la période sous-revue, les dirigeants estiment que les coûts de l'énergie (avec un solde d'opinion de 13,4%), les salaires (solde d'opinion de 16,4%) et les coûts des matières approvisionnés aussi bien sur le marché local qu'extérieur ont globalement augmenté. Pendant la même période, le niveau de stocks a baissé (solde d'opinion de 16,1%). Le niveau de stocks compte tenu de la saison est resté stable pour 60,7% des chefs d'entreprise.

Graphique 6 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production au 1er semestre 2018



Source : Enquête auprès des entreprises /CCIMA

Par ailleurs, les conditions d'approvisionnement ont été globalement difficiles, avec un solde d'opinion de 26,1%.

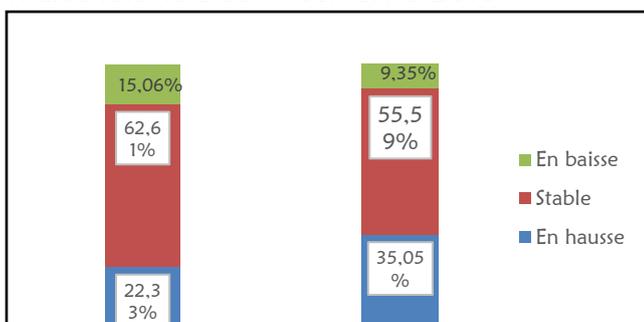
Pour augmenter la production, les responsables d'entreprises estiment à 68,6% qu'il faut améliorer la productivité par contre

18,7% pensent recruter et 12,7% comptent recourir à la sous-traitance.

Pour 77,7% des chefs d'entreprise interviewés, les prix ont été stables au premier semestre 2018. Toutefois, le solde d'opinion sur la hausse des prix est de 10,9%.

Les embauches ont été dynamiques au premier semestre 2018. Avec un solde d'opinion de 7,3% les chefs d'entreprise déclarent qu'ils ont recruté le personnel ; seules 15% des entreprises ont détruit des emplois.

Graphique 7 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution des effectifs employés et de la masse salariale au 1^{er} semestre 2018



Source : Enquête auprès des entreprises /CCIMA

L'une des conséquences, c'est que la masse salariale a globalement augmenté avec un solde d'opinion de plus de 25,7%. Seuls 19,8% des dirigeants déclarent éprouver des difficultés pour recruter et surtout les non-cadres (65,8% des répondants).

Dans l'échantillon interrogé, 24,4% des entreprises déclarent importer. Les conditions d'importation des produits sont mauvaises, selon les responsables d'entreprise interrogés (solde d'opinion de 10,5%).

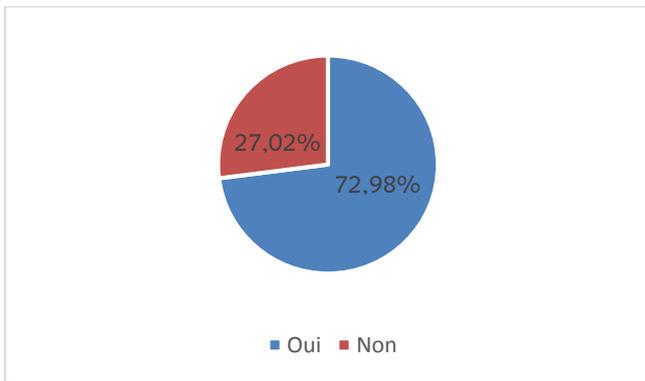
D'assez bonnes perspectives d'activité et d'emploi pour le deuxième semestre 2018

Plusieurs dirigeants d'entreprise du commerce ont anticipé une relative embellie de l'activité au deuxième semestre 2018. Le solde d'opinion du chiffre d'affaires gagne 10 points par rapport au premier semestre 2018 pour se situer à 5,6% pour la baisse; celui sur la baisse des commandes reste quasi-constant à 4,3%. Le solde d'opinion sur la baisse de la production recule d'environ 6 points par rapport au premier semestre 2018, pour s'établir à 2,3%. Globalement, les responsables d'entreprise anticipent une baisse des prix ce semestre (solde d'opinion de 10,9%). Ils estiment ainsi que les stocks vont augmenter, avec un solde d'opinion de 14%. Les perspectives d'embauches dans les entreprises sont élevées. Les entreprises envisagent globalement de recruter, avec un solde d'opinion de 20,9%. La masse salariale pourrait augmenter (pour 33,5% des répondants et un solde d'opinion de 20,6%). Pour environ 83% des chefs d'entreprises interrogés, les conditions d'approvisionnement ne vont pas changer et 14%, estiment qu'elles seront difficiles au deuxième semestre 2018.

Une situation financière mauvaise...

Une majorité (73%) des chefs d'entreprise enquêtés éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de plus de 32,6%, la trésorerie a été mauvaise au premier semestre 2018.

Graphique 8 : Opinion des chefs d'entreprise sur la présence des difficultés financières

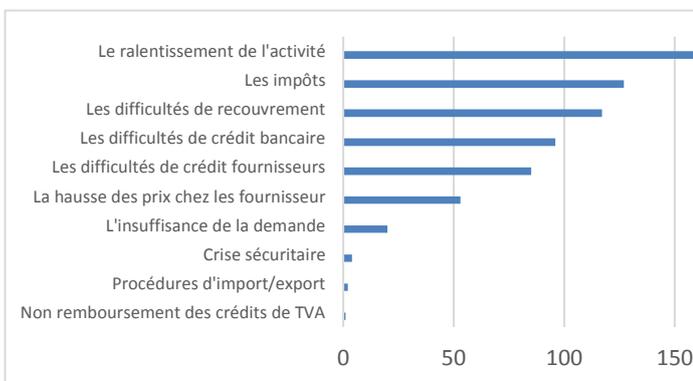


Source : Enquête auprès des entreprises /CCIMA

... résultant du ralentissement de l'activité et des conditions d'accès au crédit défavorables

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 25% des répondants), les impôts (19%), les difficultés de recouvrement (17%) mais aussi les difficultés de crédit bancaire (14%) et de crédits fournisseurs (13% des répondants). Par ailleurs, la baisse des bénéfices (solde d'opinion de 30,5%) et le rallongement des délais de paiement (pour 37,6% des enquêtés) a aussi contribué à cette situation.

Graphique 9 : Charges qui ont affecté la trésorerie des entreprises au premier semestre 2018



Source : Enquête auprès des entreprises /CCIMA

Près du tiers des entreprises interrogées n'ont pas investi...

Au premier semestre 2018, 32,7% des chefs d'entreprise n'ont pas investi. Si 31,7% des responsables qui investissent, estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, par contre, 22,8% déclarent que ces dépenses ont diminué. Pour investir, les dirigeants du secteur commercial le font, pour l'essentiel, par autofinancement (67% des enquêtés) et par crédit bancaire (20%). Ils investissent généralement pour pallier l'obsolescence des équipements (32%), pour diversifier leurs activités (30%) et pour accroître les capacités de production (29%).

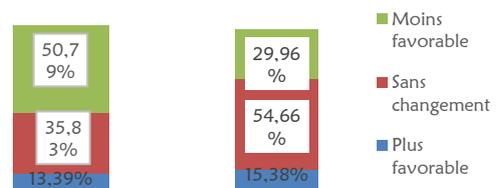
...en partie, du fait des difficultés de financement

Plusieurs freins ont été dénoncés par les chefs d'entreprise. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (66%) et le peu de visibilité sur l'avenir (20% des répondants).

Aucune perspective d'amélioration du climat des affaires au deuxième semestre 2018

Plus de 50% des chefs d'entreprise déclarent, que le climat des affaires a été défavorable au premier semestre 2018. Près d'un tiers des responsables d'entreprise estiment que l'environnement des affaires sera moins favorable au deuxième semestre 2018.

Graphique 10 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises au 1^{er} et 2^{ème} semestre 2018



Source : Enquête auprès des entreprises /CCIMA

Pour améliorer les conditions d'approvisionnement, les dirigeants déclarent (15% des répondants), qu'il faut réduire le niveau de taxe ou revoir le tarif douanier, réduire les coûts des produits approvisionnés mais aussi ceux de transport (pour 8% des enquêtés).

Pour améliorer les conditions d'importation, les chefs d'entreprise souhaitent la réduction des taxes et tarifs douaniers (38% des enquêtés) et la facilitation des conditions de dédouanement (26% des sondés).

Globalement (solde d'opinion de 23,6%), les dirigeants d'entreprise jugent la loi des Finances 2018 défavorable pour leurs activités.

IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES

Mauvaise conjoncture et relative stabilité de l'emploi

Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires a perdu 42 points par rapport au deuxième semestre 2017. Le chiffre d'affaires a ainsi baissé avec un solde d'opinion de 28,7%. Cette baisse d'activité reflète celle des commandes, qui ont reculé pour 46,1% des chefs d'entreprises. Bien plus, le niveau de commande a été inférieur à la normale, avec un solde d'opinion de 36,3%. Toutefois, selon les chefs d'entreprise du secteur commercial, la production a augmenté au premier semestre 2018, dans un contexte de hausse de coût de production (solde d'opinion de 12,6%) et des stocks (solde d'opinion de 32,2%). En effet, les dirigeants estiment que les coûts de l'énergie (avec un solde d'opinion de 10,2%) et les salaires (solde d'opinion de 26,1%) ont globalement augmenté. Il est à relever que le

niveau de stocks compte tenu de la saison a baissé (solde d'opinion de 11,8%).

Par ailleurs, les conditions d'approvisionnement ont été globalement difficiles, avec un solde d'opinion de 33,3%.

Pour augmenter la production, les responsables d'entreprises commerciales estiment à 66% qu'il faut améliorer la productivité tandis que 26,7% pensent recourir à la sous-traitance.

Pour 45,5% des chefs d'entreprise interviewés, le niveau de stocks a baissé au premier semestre 2018.

La tendance générale des prix dans le secteur commercial est à la hausse au premier semestre 2018. Toutefois, 63,1% des interviewés estiment que les prix sont restés stables.

Malgré cette conjoncture, 83,7% des chefs d'entreprise déclarent qu'ils ont maintenu ou recruté le personnel ; seules 16,3% des entreprises ont vu leur effectif baisser.

L'une des conséquences, c'est que la masse salariale a globalement augmenté avec un solde d'opinion de plus de 20,9%. Seuls 28% des dirigeants déclarent éprouver des difficultés pour recruter et surtout les non-cadres (70% des répondants).

Dans l'échantillon interrogé, 34,7% des entreprises déclarent importer. Les conditions d'importation des produits sont mauvaises, selon les responsables d'entreprise interrogés (solde d'opinion de 20,7%).

D'assez bonnes perspectives d'activité et d'emploi pour le deuxième semestre 2018

Plusieurs dirigeants d'entreprise du commerce ont anticipé une relative embellie de l'activité au deuxième semestre 2018. Le solde d'opinion du chiffre d'affaires gagne 23 points par rapport au premier semestre 2018 pour se situer à 5,9% pour la baisse; celui sur la baisse des commandes recule de 19 points et s'établit à 14,1%. Les responsables d'entreprises commerciales ont anticipé une hausse de la production dans la période sous-revue, avec un solde d'opinion de 11,6%. Parallèlement, ils estiment que les stocks vont baisser, avec un solde d'opinion de 9,3%. Pour 69,9% des responsables d'entreprise de l'échantillon, les prix vont rester stables au deuxième semestre 2018. Les perspectives d'embauches dans les entreprises commerciales sont élevées. Les entreprises envisagent globalement de recruter, avec un solde d'opinion de 21,2%. La masse salariale pourrait augmenter (solde d'opinion de 37%). Pour 85,9% des chefs d'entreprises interrogés, les conditions d'approvisionnement seraient globalement difficiles.

Une situation financière mauvaise...

Une majorité (68,7%) des chefs d'entreprises du secteur commercial éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de plus de 38,2%, la trésorerie a été mauvaise au premier semestre 2018.

... résultant du ralentissement de l'activité et des conditions d'accès au crédit défavorables

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 22% des répondants), l'insuffisance de la demande (18% des enquêtés), les impôts (16%) et les difficultés d'accès au crédit bancaire (14%), de crédits

fournisseurs (11%) et de recouvrement (10% des répondants). Par ailleurs, la baisse des bénéfices (solde d'opinion de 48,8%) et le rallongement des délais de paiement (pour 29,6% des enquêtés) ont aussi contribué à cette situation.

Près de la moitié des entreprises commerciales n'ont pas investi...

Au premier semestre 2018, 49,9% des chefs d'entreprise du secteur commercial n'ont pas investi. Si 30%, des responsables qui investissent, estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, par contre, 15,1% déclarent que ces dépenses ont diminué. Pour investir, les dirigeants du secteur commercial le font, pour l'essentiel, par autofinancement (68% des enquêtés) et par crédit bancaire (24%). Ils investissent généralement pour diversifier leurs activités (35%), pour pallier l'obsolescence des équipements (32%) et pour accroître les capacités de production (22%).

...du fait essentiellement des difficultés de financement

Plusieurs freins ont été dénoncés par les chefs d'entreprise du secteur. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (69%) et le peu de visibilité sur l'avenir (23% des répondants).

Aucune perspective d'amélioration du climat des affaires au deuxième semestre 2018

Plus de 51,4% des chefs d'entreprises commerciales déclarent, que le climat des affaires a été défavorable au premier semestre 2018. Ils sont 88,8% qui anticipent qu'il n'y aura aucun changement du climat des affaires au deuxième semestre 2018 ou pire, que l'environnement des affaires sera moins favorable.

Pour améliorer les conditions d'approvisionnement, les dirigeants déclarent (18% des répondants), qu'il faut réduire le niveau de taxe ou revoir le tarif douanier.

Globalement (solde d'opinion de 21,3%), les dirigeants d'entreprise du secteur jugent la loi des Finances 2018 défavorable pour leurs activités.

Tableau 23 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur leurs activités

	Bilan au 30.06.2018 (en %)			Prévisions pour le 2 ^{ème} semestre 2018 (en %)		
	←	→	↔	←	→	↔
Opinions sur						
Conditions d'approvisionnement	40,8	51,67	7,53	12,36	83,51	4,13
Stocks	45,47	41,31	13,22	28,52	52,29	19,19
Prix de vente	12,37	63,09	24,54	9,34	69,89	20,77
Chiffre d'affaires	51,25	26,24	22,51	28,75	48,19	23,06
Bénéfices	53,56	41,72	4,72	30,84	43,75	13,78
Commandes	46,13	40,55	13,32	37,92	38,22	23,86
Emploi	13,11	62,62	24,27	4,42	69,96	25,62
Masse salariale	2,24	64,15	33,61	4,63	53,72	41,64
Délais de paiement	5,19	56,85	37,96	9,38	60,99	29,63
Délais de règlement	4,39	81,5	14,11	0,6	85,63	13,76

Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, septembre 2018

IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES

Conjoncture morose et relative stabilité de l'emploi

Contrairement à leur prévision de hausse du deuxième semestre 2017, la production a baissé au premier semestre 2018, selon les chefs d'entreprise du secteur industriel, avec un solde d'opinion de 3,7%. Toutefois, ces dirigeants déclarent (avec un solde d'opinion de 22,2%) que les coûts de production ont globalement baissé dans la période sous-revue.

Cette opinion contraste avec leur déclaration sur les éléments de coût. En effet, ces dirigeants estiment que les coûts de l'énergie (avec un solde d'opinion de 17,6%) et les salaires (solde

d'opinion de 21,9%) ont globalement augmenté. Par ailleurs, les conditions d'approvisionnement ont été globalement difficiles, avec un solde d'opinion de 21,8%.

Pour augmenter la production, les responsables d'entreprise estiment à 72,7% qu'il faut améliorer la productivité tandis que 26,7% pensent recourir à la sous-traitance.

Le niveau de stocks a globalement baissé selon les répondants, avec un solde d'opinion de 10,9%, contrairement à leur prévision de hausse du semestre précédent.

Pour 67,9% des répondants, le chiffre d'affaires a baissé au premier semestre 2018, en lien avec un niveau de commande inférieur à la normal, pour 79,7% des chefs d'entreprise interrogés. Toutefois, pour 74,8% des répondants les commandes ont été stables ou en hausse au premier semestre 2018.

La tendance générale des prix dans le secteur industriel est à la hausse au premier semestre 2018, avec un solde d'opinion de 27%. Toutefois, 72,1% des interviewés estiment que les prix n'ont pas varié.

Malgré cette conjoncture morose, 83,7% des chefs d'entreprise déclarent qu'ils ont maintenu ou recruté le personnel ; seules 16,3% des entreprises ont vu leur effectif baisser.

L'une des conséquences, c'est que la masse salariale a globalement augmenté avec un solde d'opinion de plus de 20,9%. Seuls 28% des dirigeants déclarent éprouver des difficultés pour recruter et surtout les non-cadres (70% des répondants).

Dans l'échantillon interrogé, seul un tiers des entreprises déclarent importer. Les conditions

d'importation des produits sont mauvaises, selon les responsables d'entreprise interrogés (solde d'opinion de 24,2%).

D'assez bonnes perspectives d'activité pour le deuxième semestre 2018

Plusieurs dirigeants d'entreprise du secteur industriel ont anticipé une relative embellie de l'activité au deuxième semestre 2018. Avec un solde d'opinion de 12,1%, ils estiment que la production va augmenter.

Les prix vont rester stables pour 64,7% des responsables d'entreprise. Les entreprises envisagent globalement de recruter, avec un solde d'opinion de 20,5%.

Les commandes seraient globalement en hausse, avec un solde d'opinion de 11,1%. Toutefois, les stocks vont globalement augmenter, avec un solde d'opinion de 22%. Le chiffre d'affaires baisserait, avec un solde d'opinion de 33,3%, et la masse salariale pourrait augmenter (solde d'opinion de 31,4%). Les conditions d'approvisionnement seraient globalement difficiles (solde d'opinion de 18%), selon les répondants.

Une situation financière mauvaise...

Les chefs d'entreprises du secteur industriel, à une large majorité (99,6%), éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de plus de 37,7%, la trésorerie a été mauvaise au premier semestre 2018.

... résultant du ralentissement de l'activité et des conditions d'accès au crédit défavorables

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 25% des répondants), l'insuffisance de la demande (17% des enquêtés) et les difficultés de crédits

fournisseurs et de crédit bancaire (14%). Par ailleurs, les délais de paiement (solde d'opinion de 29,1%) et la baisse des bénéfices (solde d'opinion de 42,7%) ont aussi contribué à cette situation.

Près de la moitié des entreprises ont investi...

Au premier semestre 2018, 18% des chefs d'entreprise du secteur industriel n'ont pas investi. Si 43,5% des responsables qui investissent, estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, par contre, 17,3% déclarent que ces dépenses ont diminué. Pour investir, les dirigeants du secteur le font par autofinancement (68% des enquêtés), par crédit bancaire (14%) et par crédit-bail (11%). Ils investissent généralement pour pallier l'obsolescence des équipements (35%), accroître les capacités de production (33%) et pour diversifier leurs activités (25%).

...malgré les difficultés de financement

Plusieurs freins ont été dénoncés par les chefs d'entreprise du secteur. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (70%) et le peu de visibilité sur l'avenir (22% des répondants).

Aucune perspective d'amélioration du climat des affaires à l'horizon

Les chefs d'entreprise déclarent, avec un solde d'opinion de 28%, que le climat des affaires a été défavorable au premier semestre 2018. Ils sont 75% qui anticipent qu'il n'y aura aucun changement du climat des affaires au deuxième semestre 2018.

Pour améliorer les conditions d'importation, les dirigeants déclarent qu'il faut changer les conditions de dédouanement.

Globalement (solde d'opinion de 31,6%), les dirigeants d'entreprise du secteur jugent la loi

des Finances 2018 défavorable pour leurs activités.

Tableau 24 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leur activité

Opinions sur	Bilan au 31.12.2017 (en %)			Prévisions pour le 1 ^{er} semestre 2018 (en %)		
Approvisionnement	0	78,16	21,84	0,12	81,77	18,11
Commandes	30,35	44,45	25,21	30,78	49,53	19,7
Stocks	38,68	33,58	27,74	6,28	65,38	28,34
Emploi	16,2	67,45	16,35	27,85	64,8	7,35
Masse salariale	32,41	56,06	11,53	42,95	45,43	11,61
Production	33,55	29,23	37,22	33,51	44,99	21,5
Prix de vente	0,44	72,15	27,41	0	67,38	32,62
Chiffre d'affaires	12,24	19,86	67,9	5,75	55,19	39,06
Bénéfices	21,57	12,35	66,08	6,93	43,44	49,64

Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, septembre 2018

IV.4. ACTIVITES DES SERVICES

Ralentissement de l'activité se traduisant par une destruction de l'emploi

Avec un solde d'opinion de 22,7%, les chefs d'entreprise du secteur des services déclarent que la production a baissé au premier semestre 2018. Toutefois, ces dirigeants déclarent (avec un solde d'opinion de 5,5%) que les coûts de production ont augmenté au premier semestre 2018. Les conditions d'approvisionnement ont été difficiles pour 25,3% des chefs d'entreprise tandis que 71,3% déclarent qu'elles n'ont pas changé. Ils estiment avec un solde d'opinion respectif de 12,4% et 9,1% que les coûts de l'énergie et les salaires ont augmenté.

Le niveau de stocks est resté stable pour 71,2% des répondants. Pour augmenter la production, les responsables d'entreprise estiment à 67,7% qu'il faut améliorer la productivité contre 25,2% qui pensent qu'il leur faudra recruter et environ 7%, qui pensent recourir à la sous-traitance.

Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires gagne environ 16 points par rapport

au deuxième semestre 2017 pour s'établir à 9,1%. Cette hausse du chiffre d'affaires s'explique selon les responsables par la hausse des commandes, avec un solde d'opinion de 19,2%. Toutefois, pour 77,8% des répondants le niveau de commande était normal ou supérieur à la normale.

Entraînées par cette dynamique, les embauches se sont accélérées. Si plus de 60% des responsables déclarent n'avoir pas recruté, 23,7% ont augmenté les effectifs.

L'une des conséquences, c'est que la masse salariale a globalement augmenté avec un solde d'opinion de plus de 24%. Seuls 24,7% des dirigeants déclarent éprouver des difficultés pour recruter et surtout les non-cadres (63,6% des répondants).

La tendance générale des prix dans le secteur des services est à la baisse au premier semestre 2018, avec un solde d'opinion de 22,7%. Toutefois, 21,6% des interviewés estiment que les prix ont augmenté.

D'assez bonnes perspectives d'activité pour le deuxième semestre 2018

Plusieurs dirigeants d'entreprise du secteur des services ont anticipé une relative embellie de l'activité au deuxième semestre 2018. Si 31,5% des répondants déclarent que le chiffre d'affaires va augmenter, par contre, 23,3% estiment qu'il va baisser. Toutefois, la production va baisser avec un solde d'opinion de 16%, les stocks vont augmenter pour 34,1% des chefs d'entreprise et les commandes vont baisser avec un solde d'opinion de 3,4%.

Pour plus de 91% des dirigeants d'entreprise, les prix devraient rester stables. Malgré cette conjoncture morose, les embauches devraient s'accélérer au deuxième semestre 2018. Si 78,4% veulent maintenir les effectifs employés,

ils sont 21,2% qui souhaitent recruter. Avec un solde d'opinion de 9,6%, les conditions d'approvisionnement seront difficiles.

Une situation financière en nette détérioration...

Près de 64% des chefs d'entreprises du secteur des services éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de plus de 26%, la trésorerie a été mauvaise au premier semestre 2018.

... du fait du rallongement des délais de paiement et du ralentissement de l'activité

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par le rallongement des délais de paiement (solde d'opinion de 30,4%), la baisse des bénéfices (solde d'opinion de 11,8%), le ralentissement de l'activité (pour 21,4% des répondants), les difficultés de recouvrement (pour 19%) et les impôts (18% des répondants).

L'investissement préoccupe les acteurs du secteur...

Au premier semestre 2018, 27,5% des chefs d'entreprise du secteur des services n'ont pas investi. Si 27,6%, des responsables qui investissent, estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, par contre, 30,9% déclarent que ces dépenses ont diminué. Pour investir, les dirigeants du secteur des services le font, pour l'essentiel, par autofinancement (66% des répondants) et par crédit bancaire (21%). Ils investissent généralement pour pallier l'obsolescence des équipements (35%), accroître les capacités de production (33%) et pour diversifier leurs activités (25%).

...mais les difficultés de financement freinent l'investissement

Plusieurs freins ont été dénoncés par les prestataires des services. Il s'agit essentiellement les difficultés de financement (65%) et le peu de visibilité sur l'avenir (17% des répondants).

Climat des affaires jugé peu favorable

Les chefs d'entreprise déclarent, avec un solde d'opinion de 35,2%, que le climat des affaires a été défavorable au premier semestre 2018.

Ils sont 19% qui anticipent une amélioration du climat des affaires au deuxième semestre 2018 contre 33,3% qui entendent une détérioration du climat des affaires.

Globalement (solde d'opinion de 24,5%), les dirigeants d'entreprise du secteur jugent la loi des Finances 2018 défavorable pour leurs activités.

Tableau 25 : Opinion des chefs d'entreprises de service sur l'évolution de leur activité

	Bilan au 30.06.2018 (en %)			Prévisions pour le 2 ^{ème} semestre 2018 (en %)		
	→	→	→	→	→	→
Opinions sur						
Conditions d'approvisionnement	3,47	71,26	25,27	3,61	83,17	13,22
Stocks	14,81	71,25	13,94	0,64	65,24	34,12
Prix de vente	4,05	91,7	4,25	4,39	91,75	23,28
Chiffre d'affaires	33,42	42,23	24,35	31,53	45,19	24,42
Bénéfices	15,79	30,53	53,68	28,89	53,33	17,78
Commandes	31,7	55,82	12,48	24,66	47,26	28,09
Emploi	23,74	60,52	13,31	21,2	78,44	0,36
Masse salariale	37,44	49,25	11,22	21,98	57,42	20,6
Délais de paiement	6,06	57,48	36,46	6,26	59,03	26,19
Délais de règlement	9,53	77,5	12,97	13,5	82,73	3,77

Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, Septembre 2018

IV.5. ACTIVITE DANS L'ARTISANAT

Ralentissement de l'activité se traduisant par une destruction de l'emploi

A une large majorité (78,2%), les chefs d'entreprise du secteur de l'artisanat estiment que la production a augmenté au premier semestre 2018. Pour l'augmenter davantage, les répondants estiment à 85,3% qu'il faut améliorer la productivité contre moins de 15% qui pensent qu'il leur faudra recruter.

Le niveau de stock a globalement baissé selon eux, avec un solde d'opinion de 9,9% tandis qu'il avait baissé avec un solde d'opinion de 14% au deuxième semestre 2017.

Le solde d'opinion favorable sur l'évolution de la production passe de -8%, projeté par les chefs d'entreprise au deuxième semestre 2017, à 77,2%.

Toutefois, les dirigeants d'entreprise de ce secteur estiment (à 51,5%) que les coûts de production ont augmenté au premier semestre 2018.

Les conditions d'approvisionnement ont été difficiles pour plus de 91% des chefs d'entreprise. Ils estiment respectivement à 79% et 80% que les salaires et les coûts de l'énergie sont restés stables. Plus de 60% des répondants estiment que les effectifs ont diminué au premier semestre 2018. L'une des conséquences, c'est que la masse salariale a globalement baissé avec un solde d'opinion de plus de 13%. Seuls 30,1% des dirigeants avouent rencontrer des difficultés pour recruter, surtout les non-cadres.

Plus de 71% des dirigeants d'entreprise du secteur de l'artisanat estiment que les chiffres d'affaires ont baissé au premier semestre 2018.

La baisse du niveau de commande, avec un solde d'opinion de 78,6%, expliquerait ce recul des chiffres d'affaires. Pour 82,8% des responsables interrogés, les commandes ont été inférieures à la normale.

La tendance générale des prix dans le secteur de l'artisanat est à la baisse au premier semestre 2018, avec un solde d'opinion de 24,5%. Toutefois, 75,5% des interviewés estiment que les prix sont restés stables.

D'assez bonnes perspectives d'activité pour le deuxième semestre 2018

Plusieurs dirigeants d'entreprise du secteur de l'artisanat ont anticipé l'embellie de l'activité au deuxième semestre 2018. Pour plus de 80% des répondants, la production va augmenter. Les stocks vont globalement baisser, avec un solde d'opinion de 16%.

Les prix devraient baisser, avec un solde d'opinion favorable de 20,6%.

Entraînées par cette dynamique, les embauches devraient s'accélérer au deuxième semestre 2018. Si 75% veulent maintenir les effectifs employés, ils sont 18,3% qui souhaitent recruter.

Toutefois, plus de 85% des chefs d'entreprise du secteur estiment que les chiffres d'affaires vont baisser, en prévision du recul des commandes, avec un solde d'opinion de 78,5%. Avec un solde d'opinion de 28,3%, les conditions d'approvisionnement seront difficiles.

Une situation financière en nette détérioration...

Quasiment tous les chefs d'entreprises (99%) du secteur éprouvent des difficultés financières. Pour 87,2% des dirigeants interrogés, la

trésorerie a été mauvaise au premier semestre 2018.

... du fait du ralentissement de l'activité et de la baisse des bénéfices

Cette conjoncture morose s'explique essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 30% des répondants), l'insuffisance de la demande (pour 24%) et les difficultés de crédit bancaires et de crédits fournisseurs (12% des répondants). Par ailleurs, les bénéfices ont baissé, avec un solde d'opinion de 77,7% et les délais de paiement se sont rallongés (solde d'opinion de 27,1%.

L'investissement préoccupe les acteurs du secteur...

Au premier semestre 2018, pour investir, les dirigeants de ce secteur le font par autofinancement (64% des répondants). Ils investissent généralement pour accroître les capacités de production (41%) et pour diversifier leurs activités (29%). Seuls 7,7% des chefs d'entreprise n'ont pas investi. Si 18,5% estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, par contre, 73,8% déclarent que ces dépenses ont diminué.

...malgré les difficultés de financement et le peu de visibilité sur l'avenir

Plusieurs freins ont été dénoncés par les dirigeants du secteur de l'artisanat. Il s'agit essentiellement les difficultés de financement (55%) et le peu de visibilité sur l'avenir (23% des répondants).

Climat des affaires jugé peu favorable

Si 42,1% des chefs d'entreprise déclarent que le climat des affaires n'a pas changé au premier semestre 2018, plus de 57% estiment qu'il s'est

dégradé. Ils sont justes 16% qui anticipent une amélioration du climat des affaires au deuxième semestre 2018.

Globalement (solde d'opinion de 21,4%), les dirigeants d'entreprise du secteur jugent la loi des Finances 2018 défavorable pour leurs activités.

Tableau 26 : Opinion des chefs d'entreprises de service sur l'évolution de leur activité

Opinions sur	Bilan au 30.06.2018 (en %)			Prévisions pour le 2 ^{ème} semestre 2018 (en %)		
	↘	↔	↗	↘	↔	↗
Approvisionnement	0,99	7,92	91,09	3,03	65,66	31,31
Commandes	0	21,36	78,64	1,96	19,61	78,43
Stocks	14,85	80,2	4,95	21	74	5
Emploi	18,27	75,96	5,77	32	60	8
Masse salariale	0	86,87	13,13	0,97	92,23	6,8
Production	0,99	20,79	78,22	2,08	17,71	80,21
Prix de vente	0	75,51	24,49	2,06	75,26	22,68
Chiffre d'affaires	0,95	27,62	71,43	4,6	10,34	85,06
Bénéfices	0	22,33	77,67	0,98	21,57	77,45

Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, Septembre 2018

En guise de conclusion

Au final, l'activité a été moins vigoureuse au premier semestre 2018. Le climat des affaires pèse sur l'activité des acteurs des différents secteurs, et les chefs d'entreprise anticipent une situation similaire au deuxième semestre 2018. A cause du ralentissement de l'activité, l'embauche a été moins dynamique. Les responsables d'entreprise des différents secteurs ont vu leur chiffre d'affaires baisser. La situation financière est jugée difficile par la plupart des chefs d'entreprise. Les tensions de trésorerie sont imputables à la baisse des bénéfices, au ralentissement de l'activité et au rallongement des délais de paiement. La loi de finances 2018 est considéré comme défavorable pour l'activité des différents opérateurs économiques.



NOTE DE CONJONCTURE

Contacts :

Direction des Etudes et de l'Information Economique

Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun

B.P. 4011 Douala

Tél : 233 42 67 87/ 233 42 98 81

Fax : 233 42 55 96 Email : siege@ccima.cm / deie.ccima@yahoo.com

Site Web: www.ccima.cm